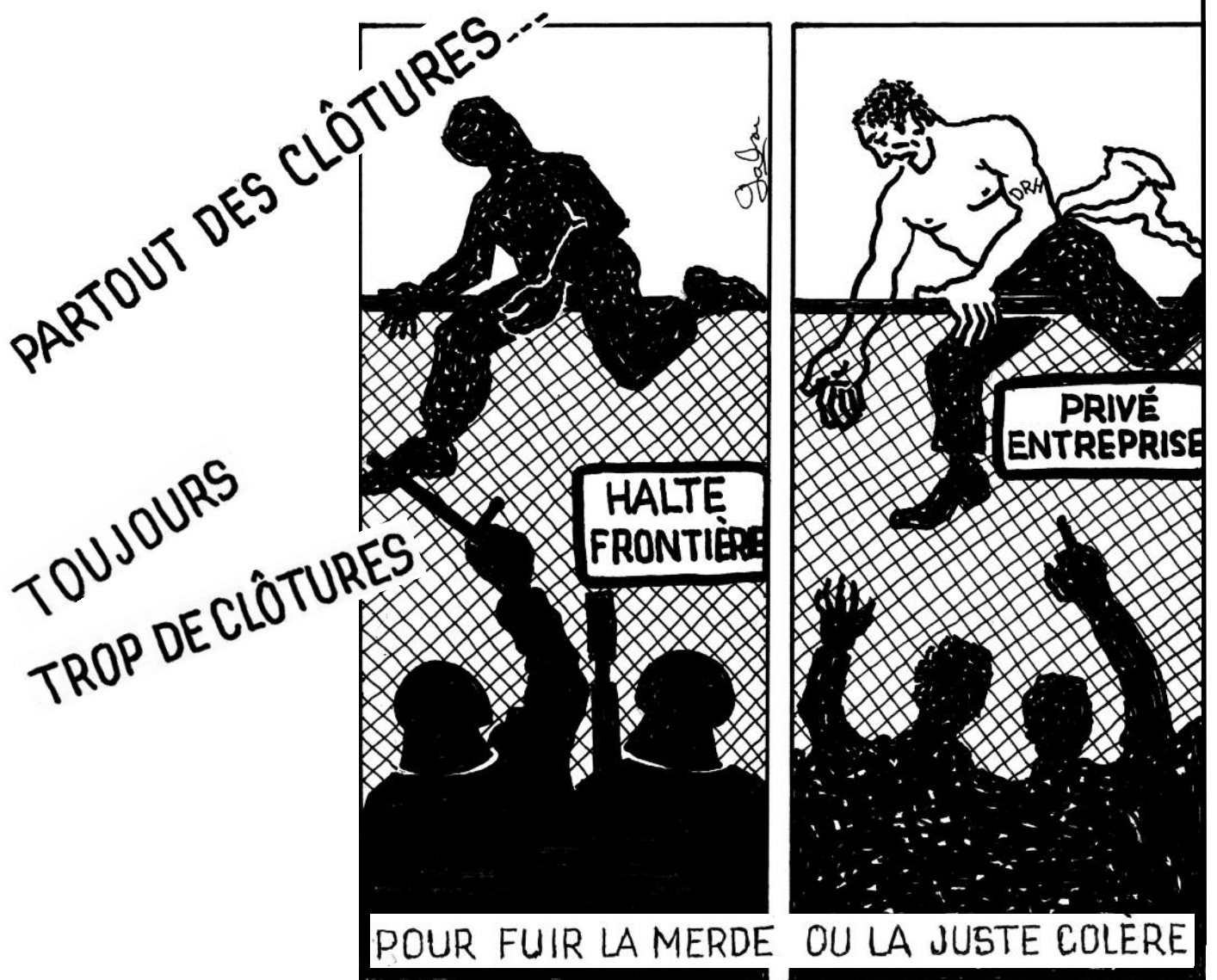


CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 46 – novembre 2015-janvier 2016

11^e année

PRIX LIBRE



à l'affût **pathétique** pantomime **2 NON** aux déchets uranifères **3 mines** en Creuse
www.stopmines23.fr **4-5 néopanificateurs** la boulange sur un plateau **6-7 retour à**
Tarnac intervention de la maréchaussée à Lacombe **8 ZAD partout?** problématique
des zad **9 meilleur des mondes... à la poubelle** TAFTA: des vessies ou des lanternes? **10**
COP21 appel à manifester **11 mortelle itinérance** mobilité: migrants/touristes **12-13**
aktion directe Air France **14 écolociboire** papécolo... **15 alternatives** le temps
du NON, le temps du OUI **16-17 ils ont voté... et puis après?** ne plus penser, c'est
leur affaire **18-19 coup de gueule** j'aime pas... **20-21 mauvaises lectures**
la Coquille (Syrie) • médico-psy *le Courtil* **22-23 rendez-vous** programmes... **24**

Pathétique pantomime

La région Limousin vient d'être ces derniers mois le théâtre de deux spectacles politico-citoyennistes particulièrement affligeants : une manif festive pour la défense des services publics à Guéret en juin et un « village des alternatives au changement climatique » (Alternatiba) à Limoges en septembre.

À l'époque des forums sociaux il était encore question de changer le monde, aujourd'hui on se console de l'accepter en faisant la fête et en le repeignant en vert.

NE VOUS MÉPRENEZ PAS, les illustrations de cet article ne sont pas des publicités de Gamvert ou de Jardiland, ni un clin d'œil au second degré à Guy Debord et aux situationnistes. Il s'agit vraiment des affiches de ces manifestations qui ont vraiment eu lieu.

Sur des fonds bleu azur avec un texte en dominantes vertes et jaunes on se pare des couleurs du capitalisme vert. On construit des « villages » où les professionnels de la politique dans un cas et ceux des alternatives dans l'autre tiennent boutique pour vendre leur camelote aux bobos de passage.

De profonds

En mars 2005, après la démission collective symbolique des élus, suite à la fermeture par l'État de trésoreries, une manifestation nationale pour défendre les services publics avait regroupé à Guéret, sous la neige, plus de sept mille personnes venant de toute la France. À l'époque, de fortes mobilisations avaient lieu un peu partout pour défendre ce qu'il restait des services publics et cette manifestation avait été très revendicative et politisée, les socialos, et Hollande en particulier, avaient été accueillis à coup de boules de neige et avaient été contraints de défilier en queue de cortège, derrière les anars !

Dix ans après, les services publics ont fini d'être enterrés par les élus pour qui ont voté la majorité de ceux qui les défendent et on nous propose (« on » parce que l'affiche n'était même pas signée) une manifestation festive, une kermesse conviviale avec marionnette géante ! Alors que c'est à une messe de requiem qu'il aurait fallu nous inviter.

Cette manif fut un échec.

Alternatibons

dans la confiture consensuelle

Il s'agit de lancer une « dynamique citoyenne de mobilisation sur le changement climatique et la promotion des alternatives concrètes » en construisant des « villages » Alternatiba. « Sous des allures de fêtes populaires, ces villages mettent en avant les solutions concrètes et locales permettant d'enrayer la crise climatique. Ces alternatives participent

à la transition vers une société plus écologique, plus sociale et solidaire, bref, plus heureuse ! »

« Nous devons agir à notre niveau par une mobilisation citoyenne qui, tout en continuant d'interpeller les États sur la nécessité d'un accord international, renforce les alternatives qui existent au niveau de nos territoires. La solution ne viendra ni entièrement d'en haut, ni entièrement d'en bas, mais de tous les niveaux à la fois : individuel, collectif, territorial, national et global. »

Bref un village éphémère construit en milieu urbain et proposant des démonstrations de chiottes secs (très facile à mettre en œuvre dans une HLM) va influencer sur les décisions des gouvernants dont tout le monde sait qu'ils sont plus à notre écoute qu'à celle des lobbys économico-industriels.

Il est quand même significatif qu'à Guéret, une réunion préparatoire ait eu lieu à l'espace domotique (autoproclamé projet innovant qui s'appuie sur les technologies communicantes de l'habitat individuel et collectif, pour améliorer le confort, la sécurité, la communication et l'autonomie des personnes), lieu bien symbolique de certaines alternatives scientistes et déshumanisantes qui font bicher ces alternateurs.



Coucou les bizounours

Évidemment Alternatiba ne fait pas de politique mais ça ne l'empêche pas d'avoir comme partenaire, entre autres, le ministère de l'Écologie du Développement durable et de l'Énergie, et RCF radio chrétienne francophone.

Quand Alternatiba s'approche (à tâtons) d'une réflexion politique à propos de la démocratie c'est avec son « partenaire » le « Collectif pour une transition citoyenne ».

Voici quelques perles, pardon, quelques propositions d'actions qui vont changer la face du monde :

« Du local au global... je peux contribuer à soigner la démocratie et faire évoluer la gouvernance mondiale : localement, je peux suggérer ou demander des concertations efficaces et éthiques ; à l'échelle de mon pays, je peux rejoindre les partisans d'une nouvelle constitution ; à l'échelle mondiale, je peux m'informer sur Citoyens du Monde, organisation pionnière pour des propositions très concrètes pour un gouvernement mondial, je peux me déclarer comme citoyenne ou citoyen du monde. »

Bref, en un mot comme en cent : on constate un effet et on s'en prend à sa cause directe en se gardant bien de remonter à la cause profonde, d'en rechercher les raisons économiques.

On est toujours dans l'illusion, propagée par ATTAC en particulier, qu'on va réussir à convaincre les gouvernants, par exemple, de supprimer les paradis fiscaux en refusant l'évidence que le capitalisme est, par essence, un paradis fiscal et que tous les gouvernants n'en sont que les valets tout juste bons à lui servir la soupe.

Et ne me dites pas : ne tirez pas sur les ambulances. Tous ces braves gens vont encore appeler à voter pour les mêmes qui mettent en œuvre ce système mortifère.

PATRICK FAURE

Non aux déchets uranifères sur l'ancienne mine de Longy

Le projet de stockage de stériles miniers sur l'ancienne mine de Longy (commune de Millevaches en Corrèze) suscite, depuis son annonce en mars 2015, l'inquiétude des populations du Plateau et au-delà.

La Loutre fluorescente, un collectif local, devenu cet été une association déclarée, agit depuis huit mois pour diffuser l'information et cristalliser l'opposition au projet.

Un peu d'histoire

De 1981 à 1983, une mine d'uranium à ciel ouvert a été exploitée sur le site de Longy, à environ 1 km au nord du bourg de Millevaches. Après la fin de l'exploitation, il est resté un grand trou qui s'est rempli d'eau. Areva, exploitant responsable du site, a prélevé ce qui l'intéressait, le minerai d'uranium le plus concentré, et laissé ensuite en l'état un paysage dévasté et les risques qui vont avec.

C'est seulement en 1999, seize ans après la fin effective de l'exploitation, que la préfecture a donné acte de la fin des travaux, sans même diligenter une inspection réglementaire. Il faudra attendre 2010 pour que le site soit l'objet d'une véritable inspection.

Et, en 2015, la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) présente comme une nouvelle inspection ce qui est simplement une analyse du projet d'Areva de stockage de stériles.

Les mesures de pollution radioactive du site (air, eau, sol) n'existent pas ou ne sont pas communiquées, ce qui ne permet pas d'apprécier les risques.

Dans ce projet, le Longy, et St-Julien-aux-Bois (Laporte) doivent recevoir les stériles provenant de 7 sites disséminés dans tout l'est de la Corrèze. Les premiers transports au Longy doivent provenir de la commune de Darnets.

« Stériles », un terme rassurant pour masquer la réalité des déchets radioactifs

La préfecture et Areva ont présenté ces stériles comme du réemploi en dehors des sites miniers. Or ce n'est pas du tout le cas à Darnets, exploitée en 1959-60 (le permis d'exploitation date du 10 janvier 1961, après la fin de l'activité minière!). Conformément à la réglementation, ces stériles doivent rester sur place ; leur dangerosité

ne peut être niée, leur radioactivité pouvant approcher celle du minerai ; ce sont de véritables déchets radioactifs qui doivent être traités comme tels.

La pugnacité de La Loutre fluorescente et de Sources et rivières du Limousin

Depuis mars, La Loutre fluo a multiplié les initiatives pour informer la population sur le projet et ses dangers ; elle a travaillé en coopération avec l'association Sources et rivières du Limousin (SRL) qui lui a apporté sa compétence technique, notamment grâce à son juriste Antoine Gatet. Une pétition, lancée par La Loutre fluo, avait déjà reçu 600 signatures au mois d'août et les signatures continuent d'affluer.



L'opposition des élus

Grâce au travail de sensibilisation de La Loutre fluo, les élus ont largement emboîté le pas des opposants au projet : élus municipaux, notamment de Millevaches et Chavanac, mais aussi de communes plus éloignées ; le Parc naturel régional de Millevaches, lors du comité syndical du 25 juin, a clairement manifesté son inquiétude et réclamé une expertise indépendante ; des communautés de communes (comme Creuse grand-sud) et le conseil départemental de la Creuse (séance du 13 octobre) ont aussi adopté des vœux sur le sujet.

La réunion de Chavanac

Le 11 septembre, à l'appel de La Loutre fluo, la salle des fêtes de Chavanac n'était pas assez grande pour accueillir les 200

personnes venues écouter l'exposé très minutieux et documenté d'A. Gatet, en présence de Gérard Monédiaire, professeur de droit de l'environnement à Limoges.

A. Gatet a présenté une analyse critique du dossier mis en ligne par la préfecture de la Corrèze sous le titre « Consultation du public... ». Il a montré que le dossier avait plus que des points faibles : il était souvent irrégulier, plein d'erreurs, incomplet et ne pouvait être considéré comme une véritable consultation du public ; tout au plus s'agissait-il d'information.

Quant à G. Monédiaire, il a fort justement replacé le problème dans le cadre du mépris des « décideurs » pour le milieu rural, destiné à accueillir les activités récréatives des masses urbaines et à recevoir des déchets.

Heureusement, les ruraux ne sont pas aussi passifs que l'imaginent les chantres de la métropolisation, l'affluence à cette soirée l'a démontré.

La manifestation du 7 octobre à Tulle

Début octobre, le vent a tourné du côté de la préfecture. Alors que, jusque-là, aucun dialogue n'avait été possible, l'affluence à la rencontre de Chavanac et à Tulle (130 manifestants) a montré l'écho rencontré par les opposants au stockage.

Aussi, le préfet a d'abord reçu les représentants du PNR puis ceux de la Loutre fluo et de SRL, et il a publié un communiqué de presse se voulant rassurant : « Tant que les réponses ne seront pas données à ces interrogations (celles des associations, *ndlr*), aucun arrêté préfectoral ne sera pris. Il n'y aura ni précipitation, ni passage en force et le préfet reste à l'écoute ».

Une mobilisation à maintenir

Les animateurs de La Loutre fluo et de SRL sont bien conscients de la nécessité de ne pas relâcher la pression. L'association maintient sa demande de réhabilitation totale du site de Longy et de réalisation d'une étude indépendante sur la dangerosité du site, notamment en matière hydrographique.

L'attitude apparemment rassurante du préfet doit maintenant se traduire dans les actes.

J.-F. PRESSICAUD

*Association La Loutre fluorescente,
Le Spinassou, 19290 Millevaches
laloutrefluorescente@yahoo.fr*

Alerte, il va falloir passer à l'action

Mines en Creuse, ce n'est pas terminé !

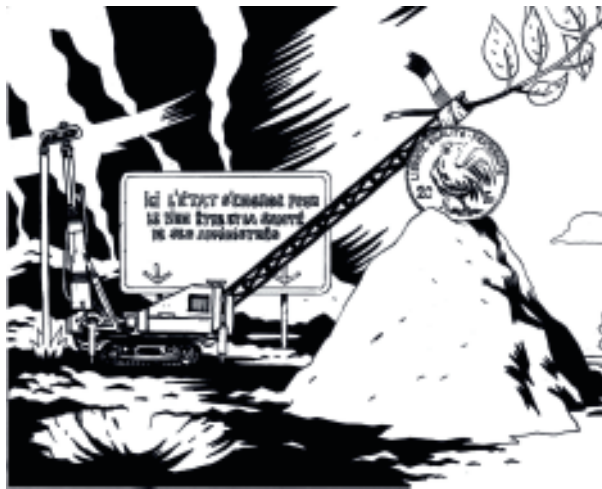
Le 28 août 2015, le préfet de la Creuse autorise la 2^e phase des travaux de recherches (forages profonds) qui, comme la première, n'est qu'une démarche administrative visant à confirmer ce que l'on sait depuis les recherches effectuées par Total entre 1980 et 1989 (voir page suivante). Et cela pour aboutir à la réalisation d'un complexe minier avec usine de cyanuration concernant tout le nord-est de la Creuse ; parce que le cours de l'or a été multiplié par six depuis les années 1980 (dixit Delorme dirigeant de la Cominor et ex d'Areva).

L'enjeu ne s'arrête pas à la Creuse car pour M. Macron (ministre de l'Industrie) et S. de Montessus (PDG de La Mancha et ex d'Areva) : « Nous prenons la Creuse comme test, ce projet est un très bon laboratoire sur le plan environnemental, réglementaire et sociétal. »

Aujourd'hui notre sort est en partie entre les mains des huit propriétaires ou fermiers de la zone réduite des forages en profondeur. La Cominor négocie, officieusement, avec eux chaque trou entre 1 000 et 2 000 €. Toujours officieusement, trois auraient refusé et deux seraient susceptibles d'accepter. Si la majorité refuse, la Cominor pourrait demander à la préfecture un passage en

force, via une déclaration d'utilité publique, procédure qui, à notre connaissance, n'a jamais été appliquée pour une phase de recherche.

Après ces 10, 40 ou 80 forages en profondeur, viendra alors la demande d'exploitation, précédée, certes, d'une enquête d'utilité publique qui ne sera, bien sûr, que consultative.



Comment pouvons-nous encore empêcher ce projet minier d'aboutir ?

- Continuer d'informer la population et les élus : réunions, stands, manifestations (calendrier sur stopmines23.fr), pour qu'ils s'emparent à bras le corps du sujet ; sans négliger de couvrir le territoire de slogan, tags, banderoles, etc.

- Multiplier les recours juridiques : même si les chances sont minimes ça permet souvent de ralentir les choses. Sources et Rivières du Limousin et Stopmines23 vont déposer un recours auprès du Tribunal administratif pour contester l'arrêté préfectoral qui a autorisé la campagne de forages miniers.

- Bloquer, ne serait-ce que symboliquement, les engins avant leur accès dans la zone. Pour cela une chaîne téléphonique existe permettant de surveiller le territoire et de rameuter rapidement un maximum de gens sur place. Pour en faire partie il faut venir à une réunion du collectif.

- Enfin, si malgré tout cela, le projet se concrétise, il faudra qu'une ZAD (zone à défendre) se mette concrètement en place. Nous devons être nombreux pour occuper le terrain et nous relayer, et nous aurons besoin du soutien actif de la population et de ses représentants. Un gros travail de réflexion et de communication doit donc se faire dès maintenant.

Envisageons le pire pour qu'advienne le meilleur : une population et son environnement préservés des ravages d'une exploitation minière mortifère.

CP

Affirmations et questions diverses

Contestons les politiques extractivistes

L'extractivisme désigne l'ensemble des activités d'exploitation industrielle des ressources naturelles. L'exploitation de la nature et de ses ressources non renouvelables conditionne la promesse d'un « développement » économique sans égards pour l'environnement ni pour les populations.

Mais que signifie un développement qui pille des ressources dont il faudra un jour ou l'autre se passer, sans se soucier des conséquences en matière de pollution et de santé publique, et sans politique de recyclage des stériles et autres déchets ?

Après avoir massivement pollué les pays émergents (Soudan, Côte d'Ivoire, Pérou, Chili, Argentine, Inde, etc.) dans l'indifférence générale, et dans un contexte de corruption et d'exploitation indécente

des populations, voilà les grandes sociétés minières revenues dans nos contrées.

En 2013, le ministre du Redressement productif, en charge des industries, sous la pression des industriels, déclare vouloir faire de la France « une terre de mines » !

De nombreux permis miniers sont alors attribués, sans débat démocratique, sans analyse des conséquences sur le territoire, et sans surveillance sérieuse des entreprises minières.

Des mines responsables ?

Le sinistre Macron avait invité (le 1^{er} avril !) les associations environnementalistes à venir discuter avec le gouvernement, le BRGM, et des compagnies minières comme Variscan... au sein d'un comité de pilotage « Mine responsable », d'un petit livre blanc des « bonnes pratiques minières ». Les Amis de

la Terre ont refusé de participer à cette mascarade. Écoutons-les : « Tout d'abord, le concept de "Mine responsable" nous semble être un oxymore. En témoignent les centaines de conflits créés par ces projets miniers dans le monde entier, du fait de leurs graves impacts qui détruisent de façon souvent irréversible les conditions de vie des communautés locales et leur environnement. Le secteur extractif concentre à lui seul 28 % des violations des droits de l'homme commises par des entreprises dans le monde. [...] Avant de rouvrir des mines, l'État devrait s'atteler à remédier aux lourds passifs environnementaux qui persistent sur nos territoires des dizaines d'années après la fermeture des mines, notamment celles d'uranium en Limousin, ou celles de zinc et de plomb dans les Cévennes. »

Des mines dans la Creuse verte & bleue

Au-dessus de la seule nappe phréatique de Creuse, qui alimente 18 communes.

Des gisements au cœur de la vallée de la Voueize, Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, habitat d'espèces protégées : triton crêté, flûteau nageant faisant l'objet d'un Plan national d'actions.

Le long de la réserve naturelle nationale de l'étang de Landes, classée Natura 2000, propriété du conseil départemental et 3^e site le plus visité de Creuse.

En amont de Montluçon, au plan d'eau du barrage de Rochebut, la baignade a été interdite et les sédiments révèlent des teneurs importantes en arsenic. Idem sur la Tardes à Chambon-sur-Voueize, ou dans le Cher en aval de Rochebut. Pour les eaux qui sortent du Châtelet, la « réhabilitation » de 2011 n'a eu aucun effet sur les teneurs en arsenic !

Qu'est-ce que ça va donner, si le projet minier se réalise et génère l'équivalent de 10 mines du Châtelet dans l'est de la Creuse ?

Quel est le pouvoir

de nos « protecteurs » institutionnels ?

La DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) et l'ARS (Agence régionale de santé) ont émis quelques timides réserves qui n'ont pas empêché le préfet d'autoriser les forages. La DDT (Direction départementale des territoires), après quelques réserves, souligne « le contexte social sensible qui caractérise ce chantier » pour parler de l'opposition locale, mais oublie que sa tutelle, l'assemblée départementale elle-même, a voté deux fois à l'unanimité contre ce projet.

Le PER de Coussac-Bonneval

Un « Permis exclusif de recherche de mines d'or, argent, antimoine et substances connexes » est instruit depuis février 2015 par la préfecture de la Haute-Vienne.

Le 8 octobre, un avis de mise en concurrence pour ce permis minier paraît au J.O. Sont concernés 301 km² sur les communes de Saint-Yrieix-La-Perche,

Chateau-Chervix, Coussac-Bonneval, La Meyze, La Roche-l'Abeille, Ladignac-le-Long, Le Chalard, Meuzac, Saint-Priest-Ligoure et Jumilhac-le-Grand en Dordogne).

Ce permis est demandé par la société française Cordier Mines, filiale de la société australienne Montezuma Mining.

Dans le secteur de Saint Yrieix, Areva avec sa filiale, la Société des Mines du Bourneix (SMB) a arrêté l'exploitation de l'or en 2002. L'usine de cyanuration a produit jusqu'à 2 tonnes d'or par an et des milliers de litres de résidus toxiques. 510 000 tonnes de résidus qu'il a fallu stocker... en Dordogne (sur la commune de Jumilhac-le-Grand), dans le vallon des Fouilloux (50 hectares). L'emprise de la lagune est de 20 hectares et sa digue fissurée relâche des eaux chargées en arsenic, antimoine, cyanures et sulfates dans le « ruisseau noir », la rivière l'Isle et dans la nappe superficielle !

Un peu d'histoire

EN NOVEMBRE 2013, UN PERMIS EXCLUSIF de recherches minières (PER), dit « de Villeranges », couvrant près de 50 km², a été attribué dans l'est de la Creuse, à la société Cominor, filiale du groupe canadien La Mancha Ressources et revendue par Areva au milliardaire égyptien Naguib Sawiris dont les capitaux transitent par le Luxembourg.

Or, cuivre, argent, zinc, antimoine, étain, tungstène et substances connexes sont concernés par ce permis qui impacte les communes d'Auge, Bord-Saint-Georges, Chambon-sur-Voueize, Lépaud, Lussat, Sannat et Tardes.

Années 1980 - Le passé minier (cf. *Creuse-Citron* n° 43)

1980-1989 : recherches par différentes compagnies minières effectuant 24 km de forages, une galerie de 757 m de long, une carrière pilote ; un stockage de 18 000 m³ de déchets (stériles) et permettant la découverte d'un potentiel de 33 tonnes d'or (et de 8 millions de tonnes de résidus à bâcher et sécuriser).

1989 : Total compagnie minière France demande une concession sur Villeranges / Les Farges. Le périmètre revendiqué, quasiment identique à l'actuel PER, prévoyait : des mines à ciel ouvert, une

usine de cyanuration à Lussat (classée Seveso) et l'exploitation de tous les gisements du nord-est de la Creuse : le Châtelet, Clavaud, Évaux, Budelière, Vige.

1997 : l'État refuse d'accorder la concession pour « raisons économiques ».

Le site du Châtelet

2012 : Le site de la mine du Châtelet est mis en sécurité 57 ans après l'arrêt de la mine d'or, 550 000 tonnes de déchets toxiques mis sous une bâche et cela coûte 4,5 millions d'euros à la collectivité.

21 octobre 2014 : un arrêté préfectoral reconnaît les dangers résiduels : interdiction de pompage des eaux, de construire des bâtiments, d'irriguer, de pâturer et de planter pour la consommation humaine ou animale.

8 janvier 2015 : un arrêté ministériel permet de remettre la concession du Châtelet sur le marché minier !

2013 : Retour du projet minier

Novembre 2013 : le ministère de l'Économie et du Redressement productif accorde le permis de Villeranges à Cominor-La Mancha.

Juin 2014 à février 2015 : carottages à 1,5 m de profondeur et relevés de conductivité.

Août 2015 : malgré l'opposition de la population (pétition de 5 000 signatures), des communes concernées, de tous les maires de Creuse, du conseil départemental, du conseil régional (votes de motions contre les travaux miniers), malgré les observations des organismes censés nous protéger, l'État autorise 8 km de forages, jusqu'à 450 m de profondeur.

La Mancha prévoit l'ouverture de la mine en 2019

Avec pour conséquences :

- Pollution de l'eau potable et des rivières, par l'arsenic libéré quand la roche est broyée et par les produits chimiques utilisés lors de l'extraction des différents métaux : cyanure en particulier.
- Pollution de l'air par les poussières d'arsenic et par les fumées de l'usine classée Seveso.
- Mise en péril de l'activité touristique et d'une production agricole de qualité.
- Destruction du paysage, des prairies et disparition d'espèces animales et végétales.
- Chute des ventes immobilières et désertification.
- Coût de réhabilitation du site après le départ de la compagnie minière à la charge de la collectivité.

La boulange sur un plateau (à la montagne, pardon !)

Nico et sa compagne Isa se sont installés comme paysans boulangers sur la commune de Gentioux. Ils font partie de ces gens, qualifiés couramment de néo-ruraux, qui quittent la ville pour s'installer à la campagne et tenter d'y vivre une vie plus authentique. Souvent bien accueillis, ils se heurtent parfois, comme actuellement à Gentioux, à une opposition de la part de certains élus. Cet interview de Nico ne se borne pas à exposer ces difficultés, elle permet de comprendre l'esprit qui les anime et les projets qu'ils nourrissent.

Creuse-Citron : Peux-tu te présenter et nous dire ce que tu es venu faire dans ce trou perdu qu'est la Creuse ?

Nico : Avec Isabelle et nos quatre enfants, nous avons réalisé à un moment donné que la vie que nous menions n'était plus soutenable. Nous avions à Annecy une entreprise d'aménagement de véhicules pour personnes à mobilité réduite et ça nous prenait 90 % de notre temps, dimanche compris. Ça nous bouffait la vie complètement, on passait à côté de la vie avec les enfants.

Grâce à mon frère, Alex, qui après des études supérieures est devenu berger, a appris à faire du fromage, on a réalisé que ce qu'on faisait était déliant et qu'on faisait tourner un système qui ne nous convenait pas.

Donc on a décidé de donner l'entreprise au jeune qui nous accompagnait depuis un an, on a acheté un camion et on est partis. On avait comme objectif de parcourir la campagne à la recherche d'endroits qui puissent être hospitaliers et où on puisse avoir une activité vivrière proche de la terre, couplée à une petite activité économique de subsistance.

Rapidement on s'est aperçu que ce n'était pas si facile que ça. On est passé par la Nef des fous près de Sisteron, une communauté qui existe depuis les années 1970, où on est tombé sur une sorte de gourou. À pas mal d'endroits nous avons constaté cette dérive : une personne prend le contrôle comme le garant de la philosophie du lieu, qui laisse tout en autogestion mais ramène tout à lui.

Après avoir visité d'autres lieux, nous sommes venus aider mon frère Alex, qui était installé près de Gentioux, pour faire une clôture dans les pires conditions sous la pluie dans la tourbière avec les « yen yen » (micro-moucheron ultra piquants des pays de tourbières), et nous sommes restés.

Ce qui nous a plu, c'était de voir socialement comment ça se passait ici et qu'il était possible de s'installer au milieu des bois. D'abord dans notre camion puis

avec une petite yourte. Il y avait Pascal et Mélanie à côté avec quatre enfants également, installés ici depuis plusieurs années, comme le collectif des Gasnes.

Pierre Simons, maire de Gentioux à l'époque, nous a permis de poser une yourte pour l'hiver sur le terrain de mon frère. Puis, début 2012, nous avons eu l'idée de faire du pain pour rentrer un peu d'argent. J'en avais déjà fait avec les copains de l'association du Pain levé à Faux-La-Montagne et j'ai passé un CAP.

Le fonctionnement avec Pascal et Mélanie était très intéressant, eux font du fromage de vache et de chèvre, et l'élevage produit les amendements nécessaires ici à la culture du blé pour le pain. Chacun ayant son entité indépendante, sa ferme, on échange énormément de coups de mains, on a acheté du matériel ensemble, et, ce qui est important, on a le même souci de le maintenir en bon état. On avait le projet de se faire un bâtiment agricole sur un terrain sectionnal de 23 ha qu'on devait se répartir entre le collectif des Ganes, Pascal et Mélanie, nous et mon frère.

Peux-tu nous éclairer sur ces problèmes fonciers qui font partie des difficultés posées par la nouvelle maire de Gentioux ? (Voir Creuse-Citron, n° 43)

Le terrain appartient à la section de la Vilatte, une section est un bien collectif d'un hameau à usage des gens qui y habitent. Dans les années 1970, ces terrains avaient été mis dans le groupement syndical forestier de Gentioux. Depuis 2010 une procédure avait été entamée, avec un arrêté préfectoral de 2013, pour sortir ces 23 ha du régime forestier et les ramener dans le giron de la section.

La municipalité précédente était favorable à de nouvelles installations, mais Dominique Simonneau, la nouvelle maire, a fait prendre une décision au groupement syndical forestier pour ramener les terrains dans le domaine forestier et a obtenu un arrêté préfectoral dans le même sens, arguant, paradoxalement, que c'était la meilleure manière de garantir une bonne gestion agricole.

Nous sommes considérés comme des « brigands ». Ce mot-là est employé par la maire actuelle pour qualifier tous les néos, parce que notre mode de vie simple en recherche d'indépendance vivrière et d'autonomie (et pas d'autarcie), notre choix de faire l'instruction à la maison pour nos enfants sont, pour elle, une manière de terrorisme : nous représentons un danger pour la commune de Gentioux.

Le soir du deuxième tour des élections municipales, il y a eu des inscriptions sur toutes les routes qui entrent à Gentioux comme « les babos dehors », « laissez nous mourir en paix » ! Du coup nous avons eu peur.

Elle a essayé pendant la campagne et après de s'attaquer à la fois à notre mode de vie et à notre activité : tentative pour nous faire rayer des listes électorales, installation du boulanger de Faux-la-Montagne à Gentioux pour nous concurrencer et autres.

Le fait que nous ayons besoin de peu d'argent génère peut-être une jalousie.

Le dernier épisode est d'avoir fait appel à la gendarmerie pour nous empêcher de participer à un marché de producteurs locaux au pont de Senoueix. Le 15 août un marché de producteurs et un repas étaient organisés par le réseau Bienvenue à





la ferme, avec qui nous avons de bonnes relations. Mais la mairie a interdit la présence de producteurs n'appartenant pas à ce réseau. Le jour J, Isabelle et Mélanie sont allées au marché avec l'intention de faire goûter leurs produits mais sans faire de la vente. Trois voitures de gendarmes les attendaient ; après discussion elles ont pu passer. Arrivées sur le marché elles ont été insultées par Dominique Simonneau et consort qui ont appelé les gendarmes, lesquels les ont virées sous prétexte qu'elles faisaient de la provocation.

Nous essayons de voir les choses froidement et de ne pas être dans la réaction à chaud, mais on ne peut pas laisser passer ça. Nous sommes paysans boulangers sur la commune et la maire n'a aucune raison de nous empêcher de vendre nos produits. Aujourd'hui on a un dossier qui est assez épais et on se demande régulièrement si on va le ressortir, mais on n'a pas vraiment envie de rentrer dans ce jeu-là.

Pascal et Mélanie, eux, ont décidé de partir, ils sont en train de vendre les vaches et à la fin de l'année ils auront quitté la ferme. Pour un village comme Gentioux c'est dramatique car ce sont des gens irréprochables qui œuvrent pour le bien du village, qui ont remis des terres en culture et en pâture et vendent des produits de qualité.

La maire leur a rendu la vie insupportable. La situation est différente pour eux que pour nous, ils vivent dans un endroit isolé, sans beaucoup de soutien, alors que nous vivons dans un hameau avec des contacts étroits avec les autres habitants et beaucoup d'entraide réciproque.

Nous on est un peu pris en étau, on ne fait pas partie du monde de M^{me} le maire mais on n'est pas vraiment dans le monde alternatif des collectifs. Nous nous reconnaissons plutôt dans un monde paysan.

Quand on ne vous empêche pas de vendre, vous vendez où ?

Le lundi et le jeudi au local de la Bascule à Gentioux, le mardi matin au marché de Royère, le jeudi nous faisons plusieurs tournées : Faux-la-Montagne, Pigerolles, La Nouaille, Saint-Yriex-la-Montagne, le vendredi matin au marché de Felletin (pour les pâtes fraîches seulement), et on envisage une tournée à Peyrelevade. Nous vendons ainsi à peu près 140 kg par semaine.

Avec toutes ces tournées ton empreinte carbone n'est pas au top !

Blague à part, je suis en train de me renseigner sur les vélos à assistance électrique pour faire ainsi une partie des tournées. Et notre seul objectif est de réduire ça ! Nous ne nous sommes pas installés ici pour taffer comme des fous. Nous voudrions réduire la quantité de pain à une centaine de kilos vendus en seulement deux jours de tournées par semaine et augmenter nos productions vivrières.

Aujourd'hui notre jardin ne nous satisfait pas, nous n'avons pas assez de temps à lui consacrer, d'autant plus que nous sommes en train de construire un bâtiment d'exploitation et d'habitation en dur.

Par ailleurs, nous ne voulons plus être au RSA, donc il faut trouver le juste équilibre entre faire suffisamment de pain pour subvenir à nos besoins et pas trop pour libérer du temps pour tout le reste. Nous ne sommes pas des très bons cultivateurs, nous sommes typiquement des néos, je n'avais jamais travaillé la terre avant.

Il nous faut aussi garder un maximum de temps pour être avec nos enfants parce qu'on ne fait pas forcément d'instruction d'une manière formelle qui ne nous correspond plus. On essaye de se ménager des moments où les jeunes ont envie de

travailler sur des choses qui leur permettront après de ne pas être embêtés par l'Éducation nationale, le reste c'est l'école de la vie et le but c'est de faire les choses ensemble. J'essaye de ne plus avoir de projets, l'idée c'est d'essayer d'apprendre à vivre au jour le jour.

Ce week-end il y avait Alternatiba à Limoges ; à l'époque des forums sociaux on avait encore l'idée de changer le monde et aujourd'hui on se borne à le repeindre en vert. Ton projet est personnel, se situant dans un mouvement où on essaye de s'autonomiser et de ne pas dépendre du système. Comment vous situez-vous politiquement ?

Pour moi il y a deux aspects. Un aspect local où on est plutôt dans l'idée d'aller se battre contre des projets comme la ferme des 1000 vœux ou les projets de mines d'or en Creuse qui nous touchent localement. Sur un aspect plus global, je n'ai plus aucune ambition de vouloir changer le monde. Je suis convaincu que la seule chose que je puisse changer aujourd'hui c'est moi et je ne pense pas avoir d'influence sur qui que ce soit. Tu as l'air de dire que du côté des alternatifs, avec l'exemple d'Alternatiba, ça se ramollit, qu'il y a moins de militantisme qu'avant.

En clair, pour une majorité de gens il n'y a plus de critique du capitalisme, il semble acquis que ce système est le seul possible. Aux États-Unis, depuis le début, il existe des tas de groupes humains, qu'ils soient centrés sur des idées politiques, philosophiques ou religieuses qui vivent plus ou moins en marge du système, et pourtant l'oncle Sam reste le fer de lance du capitalisme. Je reste persuadé que des groupes vivant en marge sans activisme politique sont des danseuses que peut se permettre le système.

Je crois que si nous ne changeons pas nous-mêmes, le capitalisme ne peut pas changer : c'est le seul mode de fonctionnement qu'on puisse adopter tant qu'on est régis que par nos ego, par des peurs qui font que je m'inscris dans une logique d'accumulation et de domination d'autrui. Quand je suis en cohérence avec moi-même et que j'agis autrement que comme un capitaliste, j'influe sur mon environnement, sur mon monde, d'une manière qui le fait irrémédiablement changer.

Je pense que le pire danger pour ce système, c'est de s'en passer, de ne plus être dedans. Si on arrive à vivre différemment, eh bien, on n'a pas besoin de prendre son bâton de pèlerin pour aller convaincre qui que ce soit, ça se fait de soi-même.

8 – Tarnac, le retour



L'Europe, toujours assoiffée de terrorisme

28 octobre: Tarnac subit une nouvelle descente de flics. Mais, cette fois-ci, les habitants du lieu réussissent à virer les chaussettes à clous. Fait trop rare et qui devrait faire école! Ci-dessous le mail reçu par Creuse-Citron, dans lequel des participants relatent ce qui s'est passé.

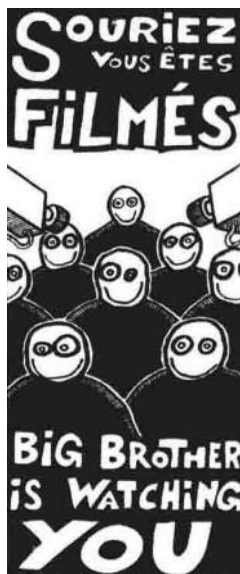
« Avons été confrontés à une population très hostile... »

C'est sans doute en employant une phrase comme celle-ci que la police judiciaire de Limoges a rendu son rapport, après sa tentative d'intervention à Lacombe (commune de Tarnac).

L'objet de ce mail est juste d'expliquer ce qui s'est passé, et d'inviter ceux qui le veulent bien à rester sur le qui-vive.

Donc: ce mercredi 28 octobre, trois (ou quatre?) véhicules de police sont intervenus sur le village de Lacombe, dans le cadre d'une enquête demandée par la police fédérale allemande. Ils voulaient perquisitionner le domicile d'une personne vivant sur le village de Lacombe, à propos d'une affaire, datant de 2002, pour laquelle elle avait déjà été entendue et perquisitionnée alors qu'elle vivait en Allemagne.

Les policiers présents, c'étaient un officier de police judiciaire, deux agents de la police technique et scientifique, deux



policieres allemandes envoyées pour l'enquête et encore deux autres flics.

On a successivement entendu parler de perquisition d'une maison d'habitation, puis d'une caravane, sans oublier l'hypothèse d'une interpellation.

L'information de cette intervention a circulé assez rapidement, et très vite plusieurs dizaines de personnes sont venues expliquer aux bleus ce qu'on pense d'eux et de leur travail dans nos contrées. La perquisition de la caravane a d'abord été entamée, avec le consentement de la personne visée par l'enquête; puis, par on ne sait quel jeu de tension et du sentiment de se faire une fois de plus humilier par la bleuaille, la réaction collective a finalement été de leur demander fermement de partir. Ils ont été poussés dehors, abandonnant sur place leurs ébauches de mises sous scellés (sous-vêtement, brosse à dent et C^{ie}), et délaissant l'ordinateur de la personne visée dont ils s'approprièrent à copier l'intégralité du disque dur...

Fin de cet épisode d'opérette des Experts.

Encore quelques remarques, et une dédicace:

– Il est toujours réconfortant de voir que nous demeurons nombreux à ne pas vouloir «laisser la police faire son travail», étant entendu qu'elle travaille toujours contre nous, et pour des États qui s'obstinent à détruire ceux qui se refusent à rentrer ou à rester dans le rang.

– Ne doutons pas qu'ils puissent revenir: que ce soit cette fois-ci pour terminer leur sale travail, ou une autre fois pour on ne sait quelle enquête antiterroriste initiée peut-être suite à un collage d'affiches subversives au scotch sur une cabine téléphonique. Pour ce qui est de cette fois-ci, il serait sans doute bon ces jours-ci de rester vigilant et de se tenir prêts à revenir faire le barouf qui convient, si nécessaire.



toi aussi, toi qu'on envoie au casse-pipe, aujourd'hui comme il y a sept ans, avec dans les yeux les images de la télé, et dans la vie, cette réalité qui refuse d'y coller, trop complexe et vivante pour cela.

Ne t'étonne donc pas qu'on t'explode au visage – comme ce fut si bien dit en d'autres temps, tu es le dernier point de contact entre les politiques et la population. Et l'on sait, et tu sais, combien les politiques travaillent désormais ouvertement contre la population.

Ceux qui détruisent le monde, c'est ceux que tu sers; et c'est toi aussi, en conséquence. Banalement, sans trop y croire.

Alors change donc de chaîne.

Ou de taf.

Dédicace

À toi, diligent fonctionnaire de l'Intérieur présentement en charge de la lecture des mails qui circulent sur la très subversive liste de diffusion dite «plateau-insoumis».

À tes collègues, à tes amis:

Tu n'es pas le commissaire Adamsberg, débonnaire enquêteur à la perspicacité mystique, tolérant les mille marginalités de tes contemporains dans la poursuite obsessionnelle d'assassins tordus (qui n'existent d'ailleurs que dans l'imagination de F. Vargas);

Tu n'es pas «Le Poulpe», libertaire curieux et intelligent cherchant à comprendre ton époque sans croire un instant que les rouages de la «justice» puissent servir autre chose que les puissants.

Tu n'es pas un héros justicier luttant contre d'odieux criminels qui conspirent à détruire le monde.

Ce que tu es, au quotidien, c'est juste un banal fonctionnaire effectuant sans trop y croire son banal mais sale boulot, celui qui envoie à la fin, banalement, des petites gens – parfois un peu trop révoltés par l'injustice du monde – payer le prix de leur insoumission, ou de leur non-respect des règles, dans quelque geôle d'État. Pour des années.

Au quotidien, tu ne défends pas la veuve et l'orphelin, mais ceux qui les asservissent.

Tu ne défends pas la justice, mais ceux qui écrivent les lois à même d'assurer leur pouvoir et sa perpétuation – contre nous, contre

ZAD partout ?

De retour du Tarn, quelques impressions

Depuis plus de dix ans, se déroule, chaque été, à Martre dans le Tarn, une fête assez atypique. Des éleveurs invitent dans leur ferme voisins, amis, connaissances de près ou de loin, pour quelques journées de fêtes et de discussions politiques, aimantées notamment par la critique du monde industriel et de son agriculture.

Le groupe tarnais Faut pas pucer (FPP), dont Creuse-Citron a plusieurs fois parlé, qui lutte depuis des années contre le puçage du bétail et l'informatisation à marche forcée de la société, s'est ainsi régulièrement exprimé à Martre sur l'évolution de l'opposition.

EN TANT QUE VOISINS, les membre de FPP se sont mêlés à l'opposition au barrage de Sivens. La question des ZAD était donc très présente dans les discussions cette année : états des lieux de Sivens et de Notre-Dame-des-Landes, projection et discussions sur la ZAD de Roybon, présentation de la lutte contre les éoliennes (et le transformateur géant qui va avec) à Saint-Victor en Aveyron.

La fin de la ZAD de Sivens, évacuée en mars 2015, a été marquée par l'apparition de milices plus ou moins proches de la FNSEA, menant, avec la bénédiction des gendarmes, une campagne d'intimidation musclée (barrages routiers, bris de cabanes, incendies de véhicules, etc.) tant vis-à-vis des occupants de la zone (clairsemés au fil des semaines) que de leurs soutiens locaux.

Si le barrage est aujourd'hui à refaire, le chantier retardé de plusieurs années, un homme est mort et rien n'a changé sur le fond. Pour les sympathisants locaux, l'isolement des occupants a tenu également à la difficulté de s'organiser avec bon nombre d'entre eux, tant les différences culturelles sont grandes.

Les mêmes difficultés semblent apparaître à Roybon, où une bonne partie de la population réclame la construction programmée d'un Center Parc dans la forêt des Chambarans, et le fait savoir (manifestations, expéditions sur la ZAD, intimidations, etc.). Le film projeté semble malheureusement confirmer l'opposition caricaturale entre les habitants du coin, favorables au projet, et des militants venus d'ailleurs, plus ou moins hippies, qui prennent les habitants de haut et contrarient le prétendu développement du territoire.

À Notre-Dame-des-Landes, il pourrait en aller autrement. L'opposition est plus ancienne, sur un territoire plus vaste, et



elle s'inscrit dans une histoire de luttes propres au bocage nantais. La réalité du travail mené, agricole notamment, renforce la légitimité de la lutte. Les actions de sabotage contre les travaux dits de compensation écologique semblent désormais faire consensus, même parmi les plus légalistes.

Différents textes (De la ZAD aux communaux ; Sortir du bois, entrer dans le dur, à lire sur zad.nadir.org/) témoignent de l'ébauche d'une organisation sociale distincte : rôle des assemblées dans les décisions, partage du nécessaire (l'eau, le bois, la terre, etc.), conflits et entraide entre les différentes composantes du mouvement. Ainsi, malgré les tensions et les annonces va-t-en-guerre du gouvernement, le mouvement d'occupation continue son enracinement et s'interroge sur l'essaimage vers d'autres zones à défendre.

Cette interrogation est partagée par le collectif aveyronnais : la lutte contre les éoliennes est une lutte de territoire, une cabane a été construite sur le site, pour préparer une éventuelle occupation (et s'y

réunir en attendant), pourtant le terme ZAD n'apparaît pas sur les affiches de la « Fête du vent » organisée par le collectif.

L'amassada (assemblée en occitan) mène un travail de terrain (réunions publiques, tournées dans les villages) qui semble porter ses fruits. Le nom choisi par le collectif n'est évidemment pas un hasard : l'occitan est encore parlé par les gens du quartier. Assumant le fait que l'acronyme ZAD agit souvent comme un repoussoir, ceux de l'amassada veulent prendre le temps de construire, si tant est que la chose soit possible, une contestation populaire inspirée de la lutte contre le TAV (train à grande vitesse) dans le Val de Suza italien.

Finalement, apposer l'estampille ZAD sur une lutte ne la garantit ni contre la bêtise ni contre l'échec, et c'est un mal de notre temps que d'inventer des marques à tout va.

Reste à faire l'inventaire des réussites et des travers en chaque lieu pour avancer encore. Ce que tente déjà en Creuse un collectif, pas minier pour un sou, dont vous avez peut-être entendu parler...

DAVID

TAFTA ou comment nous faire prendre des vessies pour des lanternes !

TAFTA, PTCl, TTIP¹ = OPACITÉ

NE VOUS Y TROMPEZ PAS, ce dernier n'est pas un acronyme mais un « métaphorisme » ! Le nommer en français ou en anglais n'apporte aucun éclaircissement, le TAFTA est un des accords que sont en train de mettre en place les États-Unis avec toute une partie du monde pour garder leur place de numéro 1 au détriment des citoyens, mais au profit des grandes entreprises.

L'entrée de la Chine dans l'OMC en 2009 a quelque peu contrecarré les plans des États-Unis et de l'UE qui pensaient pourvoir à une demande chinoise importante. Mais au contraire, au lieu d'exporter, les entreprises de ces pays ont délocalisé leurs sociétés pour les raisons que l'on connaît (travail à bas coût, etc.). Ils pensent pouvoir inverser la vapeur. Par quels moyens ? Le TAFTA va leur permettre d'abaisser les droits de douane, procéder à un rapprochement des normes, lutter contre le chômage, pour améliorer nos vies. Que de belles promesses !

En diminuant les droits de douane et en ajustant les normes, les entreprises sont supposées trouver des débouchés, produire plus, donc embaucher plus.

Ah, le libre-échange, une des mamelles du capitalisme tout-puissant ! Les grandes entreprises tireront leur épingle du jeu, qu'en sera-t-il du citoyen lambda ?

Ce réajustement des normes n'interviendra pas seulement au niveau industriel. Il aura des répercussions sur l'alimentation. Nous pourrions retrouver dans nos assiettes et celles de nos enfants dans les cantines scolaires du poulet chloré, du porc imprégné de ractopamine², des OGM, des animaux clonés.

Mais ce n'est pas tout, les services publics, l'eau, la santé, la culture et l'énergie seront au cœur de la tourmente, en route pour une privatisation de ces services. Le CETA³, accord entre l'UE et le Canada, semble prometteur en ce sens. Une collusion à peine voilée existe entre les grandes entreprises et les négociateurs des accords de libre échange. Les entreprises avides pourraient asseoir leur domination sur des secteurs qui leur étaient fermés jusque-là.

En bref, tout ce pourquoi nous nous battons depuis des décennies ! La fracturation hydraulique, les projets de mines, etc. – la liste est très longue – risquent par ce biais de nous être imposés.

Un essai « TAFTA, l'accord du plus fort »⁴, met en exergue les enjeux et les risques potentiels.

Le coût des mises aux normes initiées par le plus fort sera supporté par l'État le plus faible avec tout ce que cela implique.

Pour juguler le tout, un tribunal d'avocats privés, l'ISDS⁵, règlera les différends entre les grandes entreprises et les États. Un État décide de ne pas faire ce qu'impose le traité, l'entreprise chiffrera un montant de dédommagement qui devra être payé par l'État, soit au final par le citoyen lambda. Il existe déjà des cas similaires entre l'Allemagne et la société suédoise Vatenfall. La société se trouve lésée par la fermeture de deux centrales nucléaires et demande un dédommagement de 4,7 milliards d'euros. Un bon moyen de gagner de l'argent sans rien faire !

Ce traité est dans les tiroirs depuis près de vingt ans mais réellement en pourparlers depuis 2009. En aviez-vous entendu parler ? Je ne pense pas que ce sujet face la une des médias contrairement au pauvre DRH en loque d'Air France et pourtant, il y aurait matière. Ce traité est conduit avec les grandes entreprises mais dans le plus grand secret.



Du 19 au 23 octobre l'UE a participé au 11^e cycle de négociations à Miami. Les offres des États-Unis, en particulier en matière de marchés publics, ne satisfont pas l'UE.

Le Parlement européen a voté le 8 juillet 2015 une résolution « très légère » sur le TAFTA. Cette résolution ne remet pas en cause le mandat de négociation de la commission européenne et remet un peu en cause le contenu de l'accord. Rien n'est prévu à propos de la suppression de l'ISDS. Bien qu'une résolution n'ait pas de portée juridique, cela permet à la commission de connaître la position du parlement qui devra voter le texte final. La consolidation du traité aura lieu en 2016.

Pour annuler le TAFTA, il faudrait qu'un pays « fort » comme la France se retire des négociations, comme par le passé. En 1998, le gouvernement français a refusé de poursuivre les négociations de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) au sein de l'OCDE, prétextant qu'il ne voulait pas « concéder des abandons de souveraineté à des intérêts privés ».

Doux rêve illusoire. Cependant, mobilisons-nous, ne laissons pas les grandes entreprises gérer nos vies et continuer leur œuvre de destruction de l'environnement. Nous avons encore un peu de temps...

Pour aller plus loin, vous pouvez vous rendre sur le site de STOFTA⁶ (merci à Valérie W. d'Attac pour sa documentation) et de *Creuse-Citron* où nous avons mis à disposition des liens qui pourront vous en apprendre davantage.

SYLVIE

1. TAFTA : Transatlantic Free Trade Area ; PTCl : Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement ; TTIP : Transatlantic Trade and Investment Partnership.

2. La ractopamine est un médicament administré comme additif bêta-agoniste aux porcs ou à d'autres animaux élevés afin d'obtenir une viande plus maigre et plus protéinée.

3. CETA : Comprehensive economic and trade agreement, Accord économique et commercial complet.

4. TAFTA, l'accord du plus fort de T. Porcher et F. Farah, éditions Max Milo, 2014.

5. ISDS : Investor-state dispute settlement.

6. STOFTA : collectif de lutte anti-TAFTA dans lequel sont impliqués des associations, syndicats et collectivités.



CHAUFFE LA LUTTE, PAS LE CLIMAT !

Appel depuis les zad et autres espaces en résistance pour que des convois convergent jusqu'à la COP 21

NOUS APPELONS À FORMER DES CONVOIS, marches, tractos, vélos, etc., et à nous rendre aux manifestations contre la COP 21, sommet intergouvernemental sur le réchauffement climatique début décembre à Paris.

Nous cheminerons depuis des territoires en lutte jusqu'à la capitale, avec toute l'énergie composite de nos mouvements, en créant en route des espaces de rencontres et de mobilisation.

Nous convergerons à Paris parce nous ne concevons pas de laisser le gouvernement se refaire une verte image de pourfendeur providentiel des gaz à effet de serre, alors qu'il ne veut officiellement renoncer ni à l'aéroport de Notre-dame-des-Landes, ni à mille autres projets destructeurs de vies, forêts, et prairies, de territoires habités et cultivés.

Il faut parfois aller interpellier ceux qui s'obstinent à pourrir la planète précisément là où ils espèrent donner l'illusion de la sauver.

Si l'on souhaite s'attaquer réellement aux causes du réchauffement climatique, on ne peut s'en remettre un seul instant à la mascarade répétée des négociations perdues d'avance et des échanges de marchés carbone entre lobbies industriels et gouvernements, encore moins au capitalisme vert.

Ce que nous affirmerons à Paris suit un tout autre tracé. La seule réponse cohérente possible est de sortir enfin du productivisme industriel, de la privatisation des biens communs, de la destruction des terres nourricières et de la marchandisation du vivant. Mais si l'on espère encore enrayer réellement le

saccage accéléré des bases mêmes de l'existence, on ne peut imaginer non plus construire tranquillement des alternatives et autres « processus de transition ». Pour qu'émergent des possibles, il s'agit de bloquer concrètement dès maintenant l'avancée de leurs projets d'aéroports et de lignes à grande vitesse, l'extraction des minerais et gaz de schistes, l'enfouissement vénénéux des déchets nucléaires, la poussée de l'agro-industrie et l'éclosion incessante des center parcs et des hypermarchés... Il faut en libérer des espaces où puissent s'inventer, ici et maintenant, d'autres formes de vie commune et d'organisation, de liens et d'échanges matériels, de cultures et d'habitats, émancipées du diktat économique.

À partir de zones menacées se propagent aujourd'hui des points d'ancrages où s'échafaudent des possibles partageurs. Il s'y exprime dans un même mouvement cette aspiration à leur mettre des bâtons dans les roues et à tracer d'autres chemins. Malgré les chantages à la croissance, les pseudo débats publics, les pressions judiciaires et les troupes policières, on voit surgir depuis divers lieux une conviction contagieuse : celle qu'il est toujours possible de résister victorieusement face aux tractopelles des aménageurs et autres extracteurs. Nous convergerons à Paris pour matérialiser cette conviction face à la COP 21 et pour porter sur place la force de nos mouvements

Pour se coordonner, trouver des infos, se relier à des convois en préparation : marchesurlacop@riseup.net / site d'info : marchesurlacop.noblogs.org

La COP 21, c'est quoi ?

IL S'AGIT D'UN SOMMET où des représentants de 195 États se retrouveront, sous l'égide de l'ONU, pour négocier les engagements de leurs pays en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Cette rencontre, 21^e du nom depuis la convention de Rio en 1992, aura lieu au Bourget du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris.

Elle est souvent présentée comme « le sommet de la dernière chance » pour l'avenir de la planète. Mais plus grand monde ne croit réellement que puissent s'y prendre de quelconques décisions à même de contrecarrer le changement climatique et le monde qui ne cesse de le produire.

Cette année, cette opération de communication se déroule en Seine-Saint-Denis, un des départements les plus pauvres et pollués d'Île-de-France, asphyxié par la métropole et les grands chantiers d'aménagement.

Face aux gouvernants et aux industriels, des mouvements de base s'organisent dans le monde entier pour entrer en action pendant la COP 21.

Une manifestation aura lieu le 29 novembre à Paris avant l'ouverture du sommet.

Des journées d'actions de masse sont annoncées les 11 et 12 décembre à sa clôture.

De multiples mobilisations et rencontres auront lieu pendant toute la durée de la conférence.

pas de tri sélectif pour virer ceux qui nous gouvernent

Club Méd'



Août 2015, Bison futé, du haut de son totem, surveille le trafic et répand ses conseils avisés sur les ondes médiatiques. «Attention les visages pâles aoûttiens vont croiser les tout bronzés juilletistes.»

DANS LES BAGNOLES CONFORTABLES et climatisées les vacanciers se plaignent des embouteillages, de la chaleur, de la lenteur, de la foule... Tout ce petit monde affiche ouvertement son mécontentement

devant tant de contrariétés. Les journalistes consciencieux s'appliquent à filmer et mesurer les files interminables qui encombrent les autoroutes des vacances, ils oublient ainsi, et font oublier, que pendant ce temps, dans les quartiers populaires et autres cités dites «sensibles», les

gosses privés de séjour à la mer tuent l'ennui et la frustration entre jeux dangereux qui tourment mal, et petites ou grosses conneries, rendant la vie de la cité – difficile d'ordinaire – quasiment insupportable dès que le mercure s'élève au-dessus des normales de saison. Et si, par hasard, quelque fait divers tragique vient endeuiller cette période estivale, les reporters s'étonnent alors que l'injustice sociale provoque la colère et la violence.

Mais l'été, fidèle à ces clichés, reste le temps de l'insouciance. Le salarié pressurisé tout au long de l'année, au bord du *burn out*, oublie pour quelques jours sa condition de bête de somme apprivoisée. Après tout, il les mérite bien ses congés payés; tous ces sacrifices et renoncements consentis pour pouvoir continuer à offrir des vacances de rêve à la petite famille. Sur la plage surpeuplée, les corps se détendent malgré la promiscuité, le soleil brûlant, la buvette hors de prix, le sable qui s'infiltré partout, une eau tiède un peu douteuse, les

glaces qui fondent trop vite et dégoulinent sur les doigts et les serviettes, et la crème solaire qui pue. Heureusement il y a le spectacle grandiose de la mer Méditerranée. Les yeux, fatigués par les écrans tactiles, se perdent alors sur la ligne d'horizon, très loin, là où le ciel bleu azur rencontre la surface de l'eau.

Cette frontière fictive qui donne l'illusion d'un infini inatteignable, puisqu'elle s'éloigne au fur et à mesure que l'on s'approche. On finirait par en oublier qu'en face il y a un autre

rivage, avec un autre peuple qui, lui, ne profite pas de la douceur estivale, un peuple qui ne rêve pas mais se bat au quotidien pour survivre.

Sur cette autre rive, la foule se masse également; une foule pleine d'espoir, alourdie par les horreurs et les drames vécus, et les centaines, voire les milliers de kilomètres déjà parcourus, à travers des pays en guerre, des zones désertiques, en utilisant tous les moyens de transport possibles et imaginables, mais rarement dans le confort d'une première classe. Bison futé ne les a même pas conseillés sur le choix du meilleur itinéraire ou l'heure de départ.



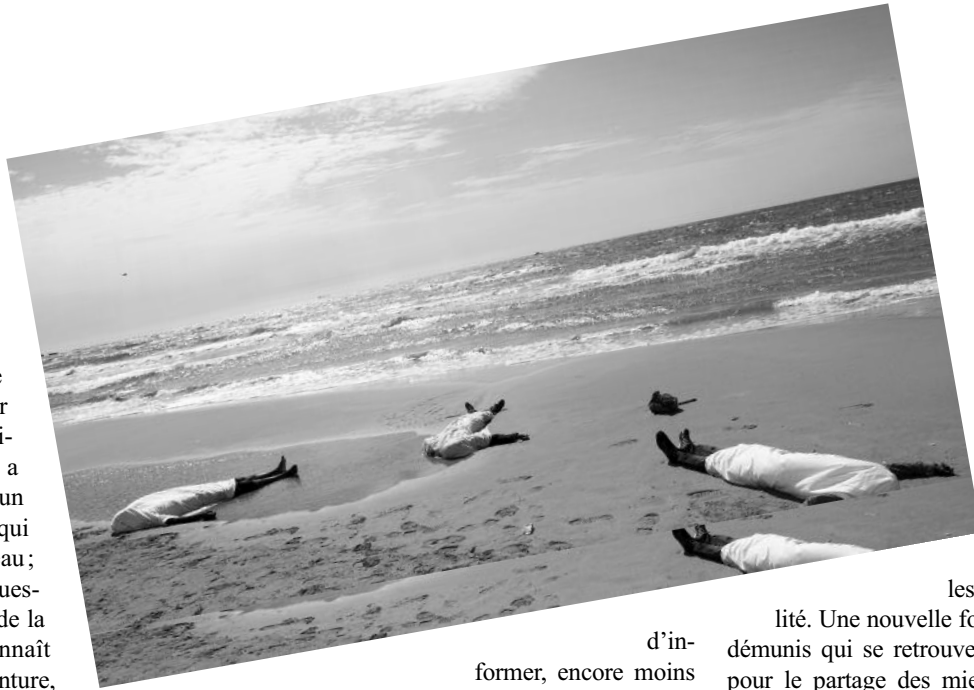
Aucun micro, aucune caméra ne sont là pour recueillir les témoignages de ces voyageurs de l'extrême. Aucune voiture-balai ne passe non plus pour récupérer celles et ceux qui n'arriveront jamais à destination, mourant de faim, de soif ou d'épuisement avant de toucher leur but. Les réfugiés qui fuient la guerre ou la misère du quotidien, ceux qui veulent simplement découvrir d'autres paysages et tenter leur chance ailleurs, et cherchent un asile dans cette Europe que les passeurs leur décrivent comme un pays de cocagne où les étrangers sont accueillis à bras ouverts, où il suffit de se baisser pour cueillir les richesses... Ignorants que là aussi ils devront affronter le racisme, le chômage, les préjugés et accomplir le périple administratif de la demande d'asile. À présent le rêve est à portée de main, il ne reste plus qu'à payer à prix d'or les mafias qui organisent cette périlleuse traversée.

Depuis que l'être humain s'est mis à naviguer, les mers, si elles demeurent des distances à parcourir, ne sont plus des frontières naturelles entre les peuples, mais des sources de lien et d'échanges. Aujourd'hui sur les îles grecques, où accostent quotidiennement des centaines de migrants, deux humanités se croisent sans se reconnaître. Sur ces mêmes eaux, les bateaux de croisière, où tout est fait pour satisfaire le moindre besoin et rendre le séjour plus qu'agréable, «inoubliable» comme disent les agences de voyage, peuvent croiser les embarcations surchargées et cahotantes des passeurs de migrants. Ce qui apparaît comme un droit naturel pour les croisiéristes, à savoir se déplacer librement et découvrir le monde, savourer pleinement la beauté des paysages, devient un interdit pour les réfugiés. Un événement assez révélateur s'est produit fin août, en Grèce sur l'île de Kos. Les médias qui adorent les belles histoires émouvantes se sont empressés de relayer cette nouvelle: l'ex-

mannequin Sandra Tsiligeridu, en vacances sur cette île, se trouvait sur son bateau de plaisance lorsqu'elle a aperçu un homme, un migrant naufragé, qui se débattait dans l'eau ; sans se poser de questions elle l'a sauvé de la noyade. Elle reconnaît qu'après cette aventure, elle a pris conscience de la détresse des réfugiés, alors qu'avant elle avait été gênée et agacée par leur présence massive sur cette île. Sans commentaires !

Mais cette fin heureuse ne doit pas faire oublier que, depuis le début de l'année 2015, environ 3 000 migrants sont morts en Méditerranée dans une indifférence quasi générale. Qu'un bateau de croisière coule en emportant avec lui une poignée d'Occidentaux, c'est alors la une du JT de 20 heures assurée pendant plusieurs jours. Mais que des Syriens, Irakiens, Soudanais, Érythréens et autres Afghans se noient par centaines, c'est bien triste, mais ça passe après le sport et la météo. Il aura suffi du cliché d'un enfant mort noyé, retrouvé sur une plage de Turquie, pour réveiller les consciences. Tout le monde a eu devant les yeux cette photo d'un garde-côte portant dans ses bras le corps de cet enfant mort en tentant la traversée de la Méditerranée.

Si l'émotion suscitée par ce cliché est légitime, elle révèle une fois de plus l'immense pouvoir des images, et donc de ceux qui les font et les utilisent. Il ne s'agit pas



d'informer, encore moins de donner à réfléchir sur les causes de ces vagues de migration, mais bien d'émouvoir et manipuler l'opinion publique. Depuis, de nombreux collectifs de soutien aux migrants se sont créés, ce qui est plutôt une bonne chose dans la mesure où ceux-ci ne sont pas instrumentalisés par des partis ou organisations politiques... Pour certains États, France, États-Unis et Russie, c'est surtout une bonne occasion de justifier une nouvelle intervention militaire, dont les conséquences et résultats demeurent toujours imprévisibles, sauf pour les industriels de l'armement, qui, eux, sont certains d'en retirer des bénéfices.

Les migrants représentent toutes les misères du monde (guerres, dérèglements climatiques, épuisement de ressources naturelles, etc.) évoquées dans les journaux et qui tout à coup se rappellent à notre bon souvenir en venant frapper à notre porte. Face à ces situations d'urgence toutes les initiatives sont les bienvenues. Mais il ne faudrait pas que ces solidarités s'exercent aux dépens de toutes les personnes déjà présentes sur le territoire et en attente d'un logement et de moyens de subsistance. La

France compte 140 000 sans-abri. Le risque est donc bien réel de délaissier une cause pour une autre qui se trouve sous

les feux de l'actualité.

Une nouvelle fois, ce sont les plus démunis qui se retrouvent en concurrence pour le partage des miettes, sans que les grandes fortunes ne soient mises à contribution. Les milliers de mètres carrés de locaux habitables détenus par des spéculateurs, et laissés vacants, ne seront pas plus mis à disposition des migrants qu'ils ne sont ouverts aux SDF. Il est aussi vrai qu'il n'y a pas d'emploi pour les migrants, vu qu'il n'y en a déjà pas pour une bonne partie de la population locale. Or il y a belle lurette que le travail n'est plus, ni un facteur d'intégration sociale ni un moyen d'épanouissement individuel, mais plutôt un formidable instrument d'asservissement des individus poussés à se battre les uns contre les autres pour le bien-être et le maintien des privilèges d'une ultraminorité. Les hommes, femmes et enfants qui arrivent les mains vides méritent autant sinon bien plus notre attention que les touristes fortunés persuadés que tout s'achète, qu'une carte bancaire bouillante donne tous les droits.

Le seul droit qui vaille est celui de vivre et d'être libre, et ça, ce n'est pas monnayable !

STÉPHANE

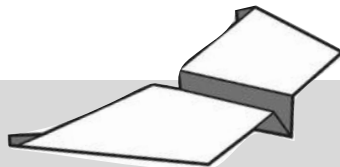
Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

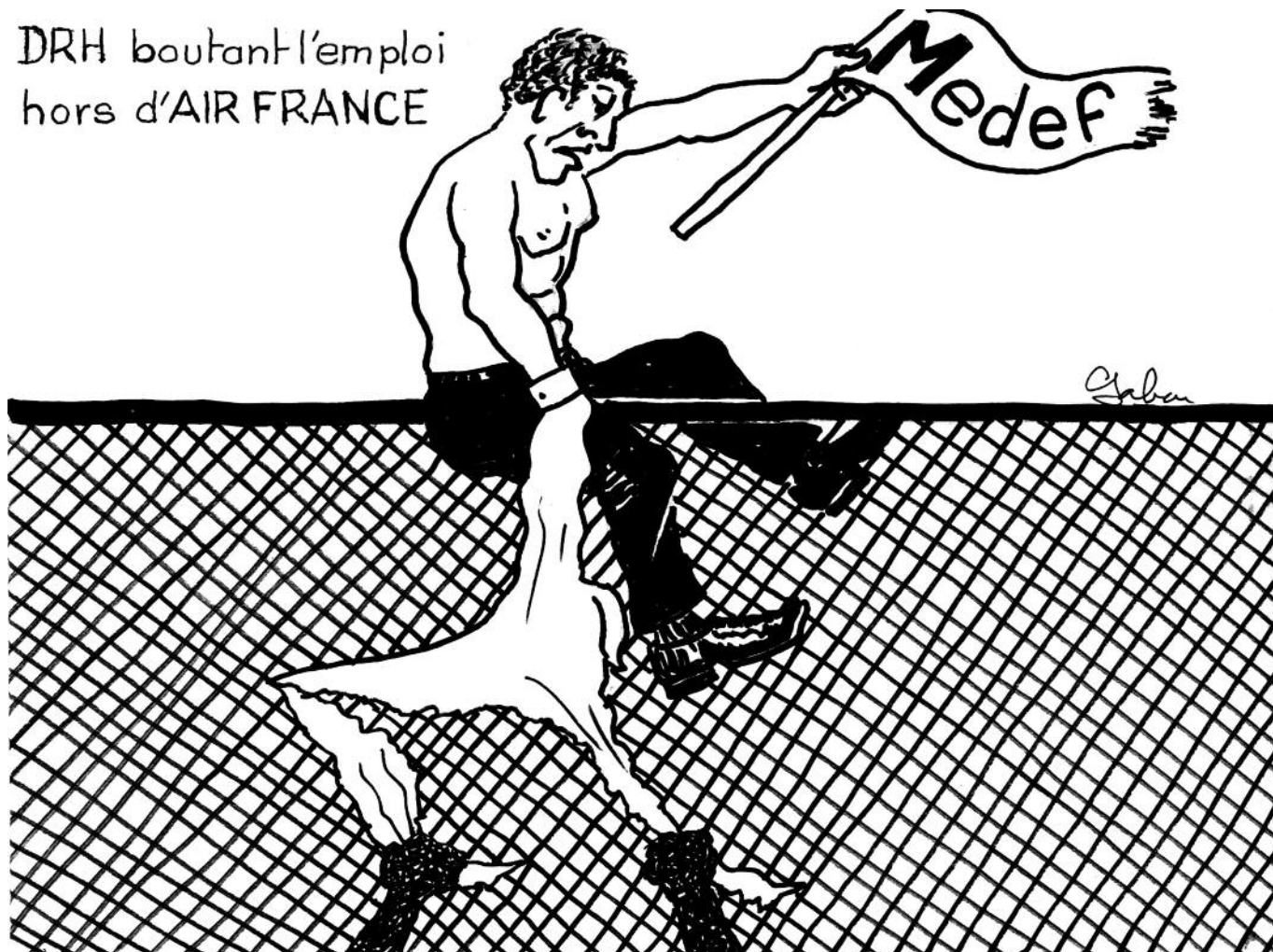
20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Creuse-Citron et adressez-le à Creuse-Citron, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.



Air France : un grand moment d'action directe...

DRH boutant l'emploi
hors d'AIR FRANCE



*Enfin un moment réjouissant : patrons dépennés, fuyant la juste vindicte des salariés...
Violence ? Il n'y a pas eu cassage de gueule... juste des vêtements en lambeaux, pas leur peau !*

Et Jaurès qui s'en mêle

*Nous avons reçu un mail
de Jean Jaurès à propos
d'Air France.*

Nous vous le livrons.

Violence ? Quelle violence ?

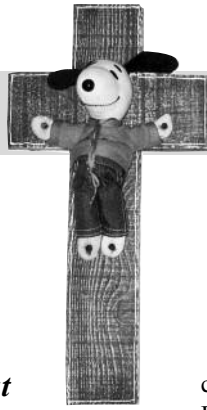
«Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses !

Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'univer-

selle vindicte patronale. [...] Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité.»

JEAN JAURÈS

*(discours devant la Chambre des députés,
séance du 19 juin 1906.)*



Cloué sois-tu ! Restes-y !

Jésus cuit ? Qui l'eût cru ? Pourtant, au fil des 186 pages et 5 chapitres de son encyclique « soit-loué », consacrée à l'écologie, le pape aurait teint sa soutane blanche en vert et caché un drapeau rouge dans sa sainte culotte. Pas si sûr, au vu de cet entretien exclusif avec le jésuite argentin, quelque part dans une yourte en Creuse.

CC : – Pourquoi un document aussi long ?

Le pape : – Contrairement à l'habitude, ma circulaire *Laudato si* s'adresse d'abord au milliard de catholiques mais aussi à tous les restes du monde, croyants ou mécréants. Pour renforcer davantage l'influence de l'Église, il faut savoir s'étendre longuement, quitte à redire et compléter ce que mes saints prédécesseurs ont déjà écrit. J'ai donc abordé tous les thèmes chers à l'écologie politique, en vue bien sûr de la Cop 21 qui aura lieu en décembre à Paris, où seront présentes de nombreuses congrégations catholiques, et aussi et surtout dans le but de rallier le mouvement écologiste. Chez vous en France, je savais que les Hulot, Bové, Duflot et quelques autres anciens très bons élèves de la maison catholique y seraient sensibles et m'applaudiraient sur bien des points. Je suis toutefois surpris par autant d'enthousiasme, un porte-parole d'EELV allant jusqu'à se fendre d'un pathétique « *habemus papam ecologicum* » à la parution de mon encyclique.

CC : – Le chapitre 4 met l'accent sur une écologie intégrale. Certains y voient un tournant gauchisant tant la critique du capitalisme, de la société marchande est violente.

Le pape : – Tout est lié, je le répète : l'écologie de la nature et l'écologie humaine, ce qui implique le respect de la nature et le respect de l'homme. Rappeler à l'ordre ceux qui détériorent notre maison commune pour un enrichissement personnel, au détriment des plus pauvres, est salutaire. J'ai bien entendu les différents

courants écologistes, particulièrement en Europe. Il faut en tenir compte. Mais comme eux, qui sont partie prenante du système existant, il n'est pas question de le détruire mais de l'aménager, le rendre plus moral, et pour moi, plus chrétien, plus supportable pour tous les défavorisés. La révolte gronde chez eux, il s'agit de la contenir à tout prix. S'il faut, et je m'en réjouis, passer par une décroissance, une austérité responsable, les peuples des pays riches devront se serrer la ceinture. En moralisant l'économie de marché, les entreprises et la finance, la révolte populaire s'éteindra ainsi en douceur, et l'ordre mondial sera préservé. En vérité donc, pour te rassurer, je n'ai rien d'un gauchiste ou d'un marxiste.

À ce sujet, j'ai une petite anecdote : entre 1976 et 1983, il y avait la dictature en Argentine. J'étais alors cardinal. Deux jésuites que je connaissais étaient des activistes de la théologie de la libération, d'inspiration marxiste, très engagés contre la dictature et pour l'émancipation des pauvres. Ils ont été arrêtés, torturés. Je ne

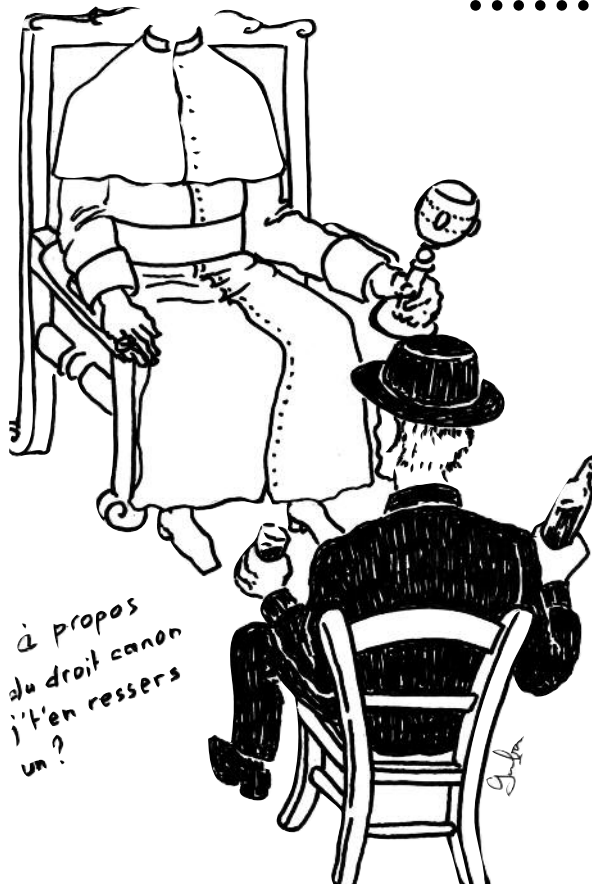
les ai pas secourus. On dit même que je les ai dénoncés. Alors, gauchiste, marxiste, moi, Bergoglio ?

En ce qui concerne l'écologie humaine, l'Église considère la famille comme l'élément fondamental de vie en société et prône la culture de la vie contre celle de la mort. Elle condamne ainsi toute atteinte à la vie humaine, du début à la fin la vie. Seigneur ! L'interruption volontaire de grossesse est une monstruosité ! Et la mort assistée une autre. Mes nouveaux amis écologistes ont sur ce point un avis différent mais le temps chez eux est aux louanges et à l'œcuménisme.

CC : – Pour conclure, le vin de messe du Vatican est-il bio ?

Le pape : – Je remplis mon calice d'un Muscadet du Landreau, domaine de l'écu en Loire-Atlantique, 12°, à 13 €, issu de l'agriculture biodynamique. Pas comme ton Vieux Pape de merde industrielle que tu n'as pas daigné partager.

a.



LECTURE

On attend la sortie du livre (prévue début décembre) *Les Hommes du Vatican... et leurs bedeaux politiques*. Ils ont investi les allées du pouvoir, tant en France qu'à l'international. Le livre fait le portrait d'une soixantaine d'agents du cléralisme ; de droite comme de gauche, car si le social-catholicisme a disparu comme courant organisé de l'Église catholique, tous les hommes formés à cette école sont toujours aux postes décisifs...

Les Hommes du Vatican... et leurs bedeaux politiques, Les Éditions libertaires/Irelp (Institut de recherches et d'études de la Libre Pensée), 2015, 545 p., 16 €.

Le temps du NON, le temps du OUI

Notre monde nouveau point auprès de nous, comme germerait une flore nouvelle sous les détritibus des âges.

Élisée Reclus, L'Anarchie, 1896.

La révolution, c'est encore loin ?

Attendre le Grand Soir et les déceptions du petit matin ?

Attendre la main bienveillante du marché ou la générosité de l'État-providence ?

Attendre le Grand Parti-Guide éclairé ou le Dieu-Sauveur ?

Pour transformer et réinventer notre quotidien, ici et maintenant.

Pour expérimenter de nouveaux rapports aux autres, à l'économie, à la propriété, à la nature.

Pour rompre avec le Vieux Monde et préfigurer le nouveau.

Poursuivant cinq cents ans de luttes, les indigènes zapatistes s'interrogent :

Les quatre roues du capitalisme, exploitation, spoliation, répression et mépris se sont reproduites tout au long de notre histoire. Comment est-elle cette autre manière, cette autre société, cet autre monde que nous imaginons, que nous voulons ? [et affirment] Nous parlons de détruire les relations sociales qui rendent possible que quelqu'un soit en haut au prix que quelqu'un d'autre soit en bas.

Alternatives anarchistes en actes ?

De ce côté-ci du Pacifique, nous n'appartenons pas aux peuples Tzotzil, Maya, Zoque, Tzeltal ou Yaqui, mais l'offensive capitaliste en Europe pousse une partie des populations espagnoles et grecques à fortement amplifier des alternatives qu'animaient des militants, notamment anarchistes. La dramatique dégradation des conditions sociales a entraîné la multiplication d'initiatives d'entraide, de solidarité, de réalisations autonomes vis-à-vis de l'État et des banques.

Dans notre « beau pays » de France, même si la situation se dégrade rapidement sous prétexte d'une « crise » qui épargne la plus grande partie du patronat, nous n'en sommes pas (encore) au stade de ces pays : près de la moitié des jeunes au chômage, salaires subissant une baisse pouvant aller

jusqu'à 50%, âge de la retraite repoussé de cinq ans, soins inaccessibles pour beaucoup.

On constate pourtant depuis quelques années une augmentation du nombre de personnes s'investissant dans des habitats participatifs, des AMAP, des monnaies indépendantes, des transports alternatifs, etc., initiatives parfois isolées, parfois se fédérant en réseaux par thématique (agriculture bio, énergie, éducation) ou par territoire géographique (jardins partagés, écovillages, alimentation de proximité).

Une partie de ceux qui s'y engagent comprennent qu'il ne sert à rien d'essayer d'influencer les gouvernements. Beaucoup y retrouvent du lien social, un lieu où participer à la prise de décision, pratiquer le partage, la coopération, l'aide mutuelle.

Les agences de cotation libertaire leur donnent une note variant de AA à AAA (Alternatives anarchistes en actes).

Aspe solidaire

La vallée d'Aspe dans le Haut-Béarn s'étire magnifiquement le long du gave. Une des luttes écologiques majeures des années 1990 s'y déroula contre le tunnel routier du Somport. Depuis 1900, sa population a diminué de 65%, 2 700 habitants répartis dans 13 communes, dont le « gros » village d'Accours où vivent 460 personnes. Bien que peu peuplée, la vallée déborde de vie associative.

Peut-être influencées par l'air de l'Aragon chargé de révolte s'engouffrant dans le tunnel, plusieurs personnes décident de

« faire quelque chose sans avoir envie d'être élu·e·s », de lutter contre la désertification. Ils contactent le CLEJ (Comité local d'épargne pour les jeunes) du Pays Basque et, en janvier 2011, après une réunion d'une centaine de participants, est créée « Aspe Solidaire » afin de collecter de l'épargne, car « les banques ne prêtent qu'aux riches ». L'association est totalement indépendante des pouvoirs publics et n'a aucune subvention.

L'objectif est de « relocaliser l'économie en raccourcissant les circuits de production et de consommation ». Les contributeurs s'engagent à verser 15 € par mois pendant un an, de façon à ce que chacun puisse participer, le revenu annuel y étant inférieur de 6 000 € à la moyenne nationale. Cette épargne est prêtée à taux zéro, car « nous ne sommes pas dans une logique capitaliste », pour soutenir des créations ou diversifications d'activités. En deux ans, 37 000 €, réunis par 200 associés, ont aidé 10 projets à se réaliser dans des domaines aussi variés que la céramique, la ferronnerie-mécanique, le commerce, parfois avec des personnes extérieures à la vallée.

Monica reconnaît : « Je me sens parfois plus utile qu'au Conseil municipal. »

Court-circuit

Dans les années 1970, des anarchistes de Saint-Denis créent le groupe Henry Poulaille : « Dans une ville dominée par les marxistes, être libertaire nécessitait d'avoir de la force de caractère et de couvrir vite. » Des années plus tard, le tissu



militant du parti communiste s'est désagrégé. Le discours libéral a affaibli les pratiques collectives, et pour les relancer la Dionyversité, université populaire de Saint-Denis, est animée par ce groupe afin de «contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture, et favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité». Deux cycles de 4 cours par mois sont proposés salle Louise-Michel, à la Bourse du travail, réunissant de 15 à 75 personnes. Leur volonté est d'«éviter le giron d'un militantisme de chapelle pour confronter notre idéal et ses pratiques aux réalités sociales et politiques d'aujourd'hui».

Après plusieurs années, naît la volonté de fonder une association pour le maintien de l'agriculture paysanne. À l'issue de réunions de près de 200 personnes, l'AMAP Court-Circuit est mise en route en mai 2010 avec un jeune paysan reprenant la ferme de ses parents. En refusant toute structure juridique ou bureaucratique, chacun des 250 foyers concernés a pu donner son avis sur les statuts, pratiquer l'échange, la confiance, l'entraide et le partage, notamment avec Femmes solidaires et Le Secours populaire, qui récupèrent les paniers non distribués.

Un local de 120 m², loué à la mairie, sert pour les distributions, mais aussi pour diverses activités : ciné-club, biblio-club, logiciel libre, réparation de vélos, jardins partagés, coopérative d'achats, etc. Court-Circuit est devenu un lieu d'éducation populaire : «J'ai appris la façon de gérer en équipe, de mener un projet ensemble», «L'autogestion, surprenante au début, est très intéressante au fur et à mesure», «La hiérarchie, je ne l'aimais pas, je l'aime encore moins maintenant et j'ai pris conscience qu'on pouvait s'en passer», «On fonctionne en autogestion, y'a pas de dirigeants, de structure pyramidale, chacun est libre de proposer ou faire des choses», «Pour moi, un anarchiste était hors de tout, contre tout, je n'avais pas idée de cette ouverture que j'ai découverte ici».

«L'AMAP, ça va avec une conception philosophique et politique du monde tel que j'aimerais qu'il soit et non tel qu'il est.»

«Se passer de l'État, de l'euro et des banques»

Des «coopératives intégrales» sont en projet à Nantes, Marseille, Paris, Toulouse, pour «fédérer les alternatives existantes et en faire naître de nouvelles».

Elles sont inspirées par la CIC, Coopérative intégrale catalane, initiée à Barcelone par Enric Duran, le «Robin des banques». Il avait emprunté, entre 2006 et 2008, 492 000 € à 39 banques, somme qu'il n'a jamais remboursée. L'argent a financé des mouvements sociaux, des journaux à grand tirage dénonçant le rôle des banques dans la crise espagnole et expliquant le concept de coopérative intégrale.

Depuis 2010, la CIC regroupe des milliers de personnes : «Nous pouvons vivre sans le capitalisme avec une économie basée sur la coopération et les relations de proximité. La coopérative comprend tous les secteurs d'activité pour assurer le quotidien.» Les réalisations sont réparties dans une vingtaine d'éco-réseaux en Catalogne, l'idée étant d'essaimer, chaque territoire se dotant de sa coopérative intégrale. Ils ont créé une banque en mettant leur épargne en commun. Ils font des prêts à taux zéro à des projets éthiques locaux. Après rachat, des immeubles, dont les locataires sont menacés d'expulsion, sont gérés par des coopératives de logement. Ils ont aidé une dizaine de collectifs à trouver des terres pour s'installer. Un centre de santé est aménagé dans l'immeuble Aurea social, centre de la CIC à Barcelone. Écocoop, une monnaie interne, facilite échanges de biens et de services.

«On agit depuis la base pour créer des alternatives au système. Il s'agit de créer des ponts entre des initiatives isolées. La CIC est un processus de transition, à partir de l'autogestion, pour générer un système social et économique de relations humaines hors du capitalisme.» Des «services publics coopératifs», contrôlés par les usagers, se mettent en place : transport, santé, éducation, logement, énergie. Sept cents «socio auto-ocupados» (auto-entrepreneurs), boulangers, restaurateurs, maraîchers, bijoutiers, bûcherons, brasseurs, graphistes, documentaristes, éditeurs, etc., ne créent pas leur entreprise, mais sont sous le «parapluie fiscal» de coopératives créées par la CIC, interface entre eux et l'État : «Aux yeux de la loi nous sommes des coopérateurs bénévoles de la coopérative. Ce n'est pas illégal, c'est a-légal.» En échange les auto-entrepreneurs paient une

participation à la coopérative et la TVA qu'ils auraient dû verser à l'État, sommes bien inférieures aux charges qu'ils auraient payées. Une ancienne banquière explique : «Le fisc est venu deux fois et n'a rien trouvé à redire, on joue au chat et à la souris et pour l'instant la souris gagne. Beaucoup d'entreprises capitalistes font aussi de l'optimisation fiscale, sauf qu'ici les gains sont distribués de manière collective à des projets sociaux.»

À la tête des parapluies fiscaux, des personnes insolubles, dont l'anarchiste Piquete : «En 36 il y a eu une révolution libertaire en Catalogne. Des milliers d'entreprises ont été collectivisées et on a fonctionné sans chef pendant trois ans. Pour rendre cela possible, il a fallu des décennies de préparation morale et culturelle. C'est ce que nous essayons de faire avec la CIC, nous créons des outils pour faciliter la transition. Nous préparons la révolution tout en la faisant.»

ÉLAN NOIR

Deux livres : *Tour de France des alternatives*, Emmanuel Daniel, Seuil, 2014.

Une Amap dans le 9-3. Une expérience d'éducation populaire en milieu libertaire, Hugues Lenoir, Les Éditions libertaires, 2015.

Une émission du 5 octobre 2015 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

Coopérative intégrale : <http://www.repor-terre.net/Hors-Etat-et-hors-marche-la>



Ne plus penser, c'est leur affaire... alors que ce sont toutes nos affaires !

*Ils ont voté, et puis après... ?
À peine clos le dernier concours de pétomanes (que l'on ose appeler débats), passez aux urnes citoyens. Bientôt les urnes vont laver plus blanc que blanc.*

LA GRANDE BRADERIE du blanc est en marche. Dans les esprits déjà. Passage à l'acte à venir. Les statisticiens s'y accrochent, il y va de leurs intérêts. Beaucoup de politicards expriment leur approbation. De quoi s'agit-il mon cousin ? Attends, j'y viens, mais faut que je remette les pendus râleurs. Je vois le mal partout vois-tu ? Dès que l'on me présente

Anesthésie de la comprenette... un machin-truc qui semble évident, inspiré par le bon sens, je me dis oh la ! on veut m'anesthésier la comprenette. Il était une fois une centrale nucléaire taquine qui a fait son gros rototo. Ça se passait en Ukraine. Là, surgie de nulle part, une bande d'olibrius, apparemment bien intentionnés et scientifiques, nous annonce que l'humoriste inénarrable, le professeur Pellerin (patron crétin du nucléaire français d'alors), nous aurait menti ? Le fieffé nuage a bel et bien couvert la totalité du pays de sa pestilence, le thym de la garrigue, les champignons, etc. seraient aussi chargés qu'un cycliste grim pant le mont Ventoux, grand plateau petit pignon, à 85 de moyenne. Les thyroïdes sont sur le rouge. Bref le grand panard nucléocrade. Nous autres, antinucléaires incurables, nous dîmes, bon sang sont bien ces gens qui ont prouvé la menterie guignolesque française. Quelque temps après, projection d'un document film au cinéma Utopia à Toulouse, la salle est pleine de résistants engagés contre le nucléaire. Après le film, débat animé par la co-fondatrice de la Criirad. En esgourdant un doute m'étreint et j'interromps la gugusse qui jacte et lui demande si elle est antinucléaire ? La réponse fut : «- Nous n'avons rien contre le nucléaire, ce que nous voulons c'est la transparence ! » Moi : «- Si je comprends

bien vous voulez le soutien d'antinucléaires pour vous permettre de devenir la caution morale du nucléaire ? » Depuis, la fondatrice a fait député européenne, entre autre, enfin elle est devenue une notable et nous, les antinucléaires, n'avons jamais eu la transparence promise. La Criirad, c'est bien que ça existe mais ce que je reproche au système c'est que, du coup, plus de grandes manifestations antinucléaires, ben non, puisque il y a la Criirad qui veille pour nous ! Dans le même ordre d'idée, l'association informatique et liberté ? Elle aussi surveille, pour que nos libertés individuelles soient respectées, alors c'est bon ! Le bureau de vérification de la publicité nous garantit des pubs honnêtes, ben ça va alors, celles qui paraissent sont moulées à la louche comme autrefois ! Que dire des syndicats de salariés, devenus partenaires sociaux de l'État et du Medef. Ils protègent les intérêts des salariés, ben alors, plus besoin de solidarité populaire, plus de mouvements dans les entreprises, puisqu'ils veillent pour nous !

Aujourd'hui les salariés deviennent complices-partenaires du patronat, la trouille au ventre de l'épouvantail Pôle Emploi. Ou Attac qui prétend moraliser l'immoral, la finance ? Ou Ecocert qui brime et humilie les petits producteurs et si complice de toute la chaîne de l'industrie agroalimentaire.

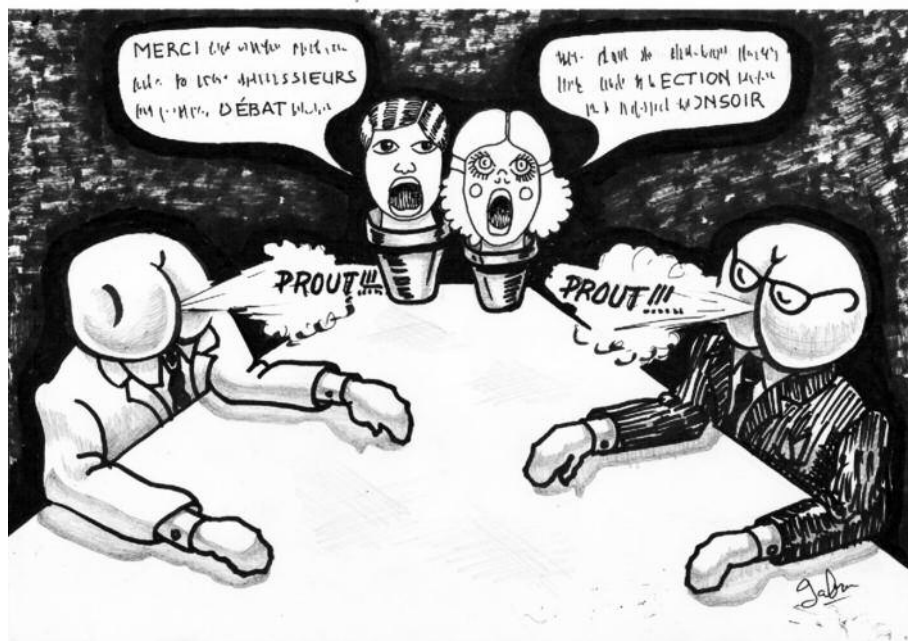
Cet organisme corrompu a participé à abâtardir la charte européenne du bio. Faut-il écrire billot ou bio ? Béni AB c'est bon je mange rassuré. Tout pareil, on nous vend l'armée en œuvre de paix. La plaisanterie des casques bleus, ça

c'est une trouvaille ! Jamais les cérémonies militaires n'ont eu autant la cote. Le vote blanc ? Le vote blanc a la prétention de comptabiliser les votants qui ne se reconnaîtraient pas dans les propositions proposées. On veut te vendre les menteurs habituels, ceux qui sont reconnus, estampillés, homogénéisés, subventionnés, soutenus par les médias. Même ceux qui servent de repoussoir comme quoi ils seraient les suppôts de je ne sais quel totalitarisme, fascisme, nationalisme, populisme, etc., que les deux partis, gauche... droite... gauche... droite, je ne veux voir qu'une tête... en avant 'arche ! Eux sont blancs comme neige, aussi vierges que le vote blanc. Labellisés par l'Abbé Ecocert ? Surtout quand ils se servent de ces épouvantails avec délectation comme blanc-seing. Eux, qui depuis des lustres ont eu l'occasion de prouver de quoi ils sont capables, c'est-à-dire du pire. En fait ce blanchiment des urnes n'a d'autre but que de faire en sorte que la majorité des inscrits ne s'éloignent pas trop et ainsi cautionnent un système somnifère. Cette propagande qui veut te faire croire qu'ainsi elle te permet de t'exprimer. Tas voté et puis après ? Eh bien, après, fait dodo Colin mon p'tit frère et ferme ta gueule !

La dernière fois, en votant, a été petitement plébiscité un discours socialisant... Mon ennemi, c'est la finance... Résultat ? Ont été élus la finance et le patronat arrogant. Ça n'est pas suffisant pour arrêter ce merdier ? Il faudrait se déplacer pour justifier un système sans y participer tout en y participant... Ça va pas



**CHOISIS TON PROGRAMME
AVANT L'ESSORAGE FINAL**



la tête non? Pourtant cette putain d'idée de vote blanc comptabilisé fait son chemin dans les esprits. La preuve nombre de professionnels du système politique y sont favorables, c'est dire, non? Alors, tu piges mon cousin où et comment tu vas te faire enfariner encore une fois par une belle

entourloupe? Le vote ne te donne pas la parole, ni ne te donne les moyens de t'exprimer, fusse par un vote, prétendument contestataire! Calembredaines et fumisteries que d'y croire! Le vote est une soumission! Non! la contestation, la seule, ça se passe dans l'action et dans la rue. Les rues ne sont pas la propriété des bagnoles mais du peuple, reprenons-les avec des piques sur lesquelles nous aurons fiché au bout leur symbole: des urnes. Les têtes ça se remplace, les symboles ça s'exécute! De plus tu connaîtras enfin la douceur du non-devoir accompli. Il est de bon ton de dire que «les Français ont boudé les urnes préférant aller à la pêche», amusante métaphore, le vote blanc est un leurre, tu mords dedans t'es ferré aussitôt, la gueule ouverte et déchirée par une saloperie d'hameçon. Et puis, si pour une fois, tu pouvais me dispenser de tes frustrations électives? De mon côté je te passerais un peu de colères et de rêves de liberté sans me cogner tes candidats. Tu sais celui dont tu dis à chaque fois, c'est lui le meilleur. Parce que là, je sature. Le vote a essayé son dolorisme même dans les esprits les plus éclairés. Ça relève d'une sorte d'archaïsme, un droit divin, s'arroger l'illusoire, choisir son monarque-bourreau?

Proposition

J'ai cru comprendre qu'un élu l'était avec la mandature d'un parti, à la Chambre ça se résume à: un parti, un chef, une voix, alors pour réaliser des économies substantielles, il serait louable qu'il y eut un dresseur (le chef de parti), puis des singes dressés qui claqueraient fort des mains les

jours télévisés en vociférant, puis voteraient comme un seul singe sous les ordres du dresseur. Ainsi, avec beaucoup d'amour, quelques fruits et autre pitance généreuse adaptée au système digestif des primates, le tour serait joué et surtout la transparence, enfin! Ainsi les élus resteraient s'activer à leurs nombreux autres mandats et intérêts privés. Plus de frais de représentation, ni de transport, plus d'attachés parlementaires et quel pied pour les singes sélectionnés de s'amuser comme ça, à faire semblant d'être crédibles. Il est à craindre qu'ils le deviennent les bougres.

Comme dit Boris Vian, y a quelque chose qui cloche là d'dans, j'y retourne immédiatement!...

Qui c'est qui décide?

Un parfait exemple du déni de démocratie. Dans une petite ville du Gers, le conseil municipal propose de libérer la rue principale de la sacro-sainte bagnole en créant une circulation piétonnière. Les commerçants, une quarantaine, font circuler une pétition mensongère et à courte vue comme quoi on veut pénaliser les personnes âgées (qui ont bon dos), sous la menace qu'ils ne pourraient plus s'arrêter en bagnole juste devant leur boutique. Or, le vendredi où c'est jour de marché, la fameuse rue est fermée à la circulation, les gens se baladent le nez au vent, ils discutent au milieu de la rue, traînent et font leurs achats à pied. Les commerces? On y fait la queue ce jour-là. Donc à cause de l'égoïsme de commerçants qui privilégient leur mercantilisme à courte vue, plu-

tôt que de tenir compte du bien-être général, on pétitionne bidon (sorte de vote en réalité, que ces pétitions populassières). Donc ce sont eux qui font les lois, autant décider que les commerçants sont, de fait, les vrais élus de la

ville. Pas besoin d'élections ni d'urnes utopiques parce qu'il en va comme cela, des départements, des régions et de l'État, un système mafieux de lobbyismes corrompus et corrupteurs infiltrés partout, dessous de table, aujourd'hui appelés subventions.

Tu votes pour des impuissants qui n'ont pour seule obsession que de mettre en place un système totalitaire répressif pour protéger cette petite clique de boutiquiers avec leurs picaillons. À plus ou moins hauts niveaux. Le reste n'est qu'un vieux relent de tout-à-l'égo.

Il est convenu de railler ces pays, montrés du doigt, où il y aurait déni de démocratie parce que l'opposition y est muselée. Qu'en est-il chez nous? Rien de mieux! Ici aussi, toute forme d'opposition à ce système capitaliste vorace et tueur est boutée hors circuit. Pas de liberté d'expression publique à qui s'y oppose!

Mise en garde

Creuse-Citron n'est pas canonisé AB(tissant), en revanche labellisé SGD(G Sans garantie du gouvernement), et à ce titre à consommer, comme le pinard, sans modération mais les papilles et l'esprit en éveil.

Dans le cadre de la lutte contre le gaspillage énergétique, le pays des Lumières décide d'éteindre définitivement. Merci de votre compréhension.

Mines en Creuse. Gaz de schiste partout ailleurs. Tafta gueule à la récré! Monsanto au panthéon. Moins on en cause, plus il agit.

J'aime pas...

***Une fois n'est pas coutume,
Je vais parler en vrac de ceux
que j'aime pas...***

J'AIME PAS ceux qui roulent avec du pétrole étranger, se chauffent avec de l'uranium étranger, boivent un petit café étranger le matin, portent du coton étranger, boivent du thé étranger avec un filet de citron étranger dedans, bouffent du riz étranger, passent des heures sur un ordinateur et un téléphone portable qui ne fonctionneraient pas sans le coltan* étranger, le tout à un prix dérisoire, celui du sang, et trouvent que, quand même, c'est triste d'accord, cette déferlante d'étrangers qui arrivent par terre, par mer et par air sur la petite Europe prospère, mais que, bon, on n'y peut rien vraiment, on ne peut pas accueillir toute la misère du monde.

J'aime pas les bourgeoises qui n'ont jamais foutu les pieds dans une épicerie vu que les domestiques sont là pour ça mais qui se croient tenues d'expliquer aux arrières pauvres et bas du front des quartiers populaires – qu'elles ne rencontrent que dans les articles de *L'Express* ou du *Nouvel Observateur* – que le voile c'est mal mais qu'à la limite la prostitution est une forme d'émancipation et de libération de la femme.

J'aime pas ceux dont la cupidité est le moteur principal, qu'ils arrachent le sac à main des vieilles sur les trottoirs, braquent les femmes enceintes aux distributeurs de billets, fassent massacrer des populations entières pour ramasser le pétrole sur les champs de ruines ou nagent la brasse papillon dans des valises de billets après avoir jeté des transpalettes d'ouvriers au bourrier. J'aime pas les cyniques à la petite semaine qui n'ont que la loi de la jungle à la bouche, quand la loi de la jungle, si elle s'appliquait sans handicap d'aucune sorte, les laisserait à poil au milieu de leurs dents.

J'aime pas les imbéciles qui, sous prétexte que les saloperies sanglantes perpétrées par leur pays le sont hors des

frontières, sous le manteau et parfois même sous des prétextes humanitaires, vont proclamant que la démocratie, on se rend pas compte la chance qu'on a, c'est le meilleur système politique grâce aux droits de l'homme et même de la femme.

J'aime pas ceux qui pensent que les putes aiment baiser c'est pour ça qu'elles sont putes, que la pédophilie c'est terrible chez nous mais les fillettes africaines c'est différent, elles sont mûres plus tôt, et que les Asiatiques c'est une culture qui n'a rien à voir avec la nôtre, ils n'ont pas les mêmes interdits, et que les femmes n'ont pas les mêmes besoins que les hommes malgré tout, elles ne ressentent pas les choses de la même façon, mais que Médor, il ne lui manque que la parole, et encore !

J'aime pas ceux qui ne voient les injustices et les atrocités qu'à condition qu'elles se passent à des milliers de kilomètres et de préférence dans un pays où les gens sont un peu noirs, ou un peu bruns, ou un peu jaunes, et forcément pas très mûrs pour la Démocratie, qui demande une longue maturation politique et une histoire particulière que tout le monde n'a pas. J'aime pas les gens qui ne recherchent jamais les liens de causalité entre la guerre chez les uns et la prospérité chez les autres, ou entre la richesse et la pauvreté, par exemple.

J'aime pas ceux qui pensent comme leur disent de le faire les journaux qu'ils lisent ou la télévision qu'ils regardent, qui s'habillent comme c'est la mode, qui baisent comme c'est montré dans les pornos, qui n'ont d'autre engagement politique que d'aller de loin en loin poster dans l'urne le bulletin de rigueur, qui apprennent l'amour chez Harlequin et ne lisent que les prix littéraires, qui ont l'opinion de l'Agence France Presse sur tous les sujets, qui sont un empilement de kits prémachés.

J'aime pas les membres des classes moyennes d'origine ouvrière devenus propriétaires et consommateurs, et par conséquent dépendants, conservateurs et conformistes, qui la ramènent à perte de discours sur les grandes solidarités et la lutte des classes alors que les damnés de la terre, dont ils ne font plus partie avec leurs petits bedons et leurs loisirs, croupissent

dans les culs de basse-fosse de l'économie sauvage, saignés par les marchands de sommeil, harcelés par les flics et exploités par les patrons, dans un angle aveugle de leur analyse politique. J'aime pas les réformistes qui ne font plus que les gestes, poing levé, port de banderole, mais n'envisageraient pas de remettre en cause la propriété privée, aujourd'hui c'est dépassé, ni la société de consommation, regarde, j'ai l'intégrale de Tarkovski et le dernier Mac.

J'aime pas ceux qui ont peur de ce qu'ils ne connaissent pas (le froid, la faim, l'insécurité, le besoin) au point de ne plus oser élever la voix, quand ils devraient avoir peur de tout ce qui leur est familier (les centrales nucléaires, les hypermarchés, les flics, les bagnoles, la télé). J'aime pas les gens qui trouvent que tout est sous contrôle et qu'on vit quand même bien dans le pays aux 1171 sites Seveso.

J'aime pas les gens qui se vendraient pour une paire de Nike, qui pleurent pour une rayure sur leur bagnole, qui sont prêts à faire jouer les assurances pour un léger impact sur leur carrosserie, qui sont capables de piéger leur cabane à outils, de tirer sur les cambrioleurs, qui font une jaunisse quand le voisin a le modèle au-dessus, qui ont l'impression qu'ils sont arrivés (où?) quand ils ont la baraque, tout à mettre dedans et les bagnoles en plus, et une vie entière à la chiourme pour raquer tout ça.

J'aime pas les gens qui ne réfléchissent jamais, qui avalent tout ce qu'on leur dit pourvu que ça vienne d'en haut, qui critiquent férocelement les points de vue non autorisés, qui ne cherchent pas, chopent toutes les réponses avant de s'être posé la moindre question, n'ont pas d'opinions mais des poncifs, une flemme intellectuelle maousse, et néanmoins tentent de la faire fermer à l'intimidation à tous ceux qui ne sont pas de l'avis général, surtout s'ils estiment être placés un barreau au-dessus sur l'échelle sociale.

J'aime pas les riches qui pensent que les riches c'est les autres, les millionnaires, j'aime pas les classes moyennes qui se prennent pour des prolétaires, j'aime pas les inconscients sociaux. J'aime pas les gens qui sont persuadés que tout ce qu'ils sont,

DÉSENSIBILISER ?

oïe... j'ai peur que vous souffriez d'une allergie à la connerie humaine...

...Allez, une cure de luttés...



ils le doivent à leur mérite, et encore moins ceux qui pensent que chacun est payé selon son mérite, dans une société où certains gosses grandissent aux Minguettes et vont dans des écoles surpeuplées d'enfants qui collectionnent les malédictions tandis que d'autres poussent comme des salades dans des maisons avec de grands jardins où ils peuvent s'ébattre en liberté à l'abri des bagnoles, et vont dans des écoles fréquentées par des moufflets dont aucun n'a de problèmes particuliers de survie.

J'aime pas les dogmatiques quels qu'ils soient, fous de Dieu ou stals, fachos ou vegans, qui refusent le jeu des argumentaires et débitent leur kit imperméable de conneries stéréotypées, fait de catéchismes et d'un mélange d'insultes et d'accusations, sans le moindre retour sur soi, sans la moindre analyse personnelle, sans la moindre prise en compte des contradictions, comme on récite un mantra, et souvent, malheureusement, sans le moindre souci documentaire ni une connaissance même sommaire du sujet qu'ils sont censés défendre. J'aime pas la bêtise, la soif du sang, les simplifications mortelles, l'arrogance et les points de vue bornés.

J'aime pas les fonctionnaires qui ne font pas la différence entre défendre une femme battue contre un mari alcoolique et défendre un projet inutile et destructeur mais qui va remplir à ras bords les poches de trois clampins contre monsieur et madame tout le monde qui en ont marre, ultra-marre, super marre que les riches prennent la terre entière pour leur terrain de jeu... de massacres. J'aime pas les fonctionnaires casqués, bottés, armés jusqu'aux dents qui vident les squats, renversent les caravanes, houspillent des hommes, des femmes et des enfants démunis de tout et désarmés et ont l'impression de simplement faire leur boulot. J'aime pas les BAC qui sillonnent les villes pour faire des sans papiers, parce qu'un sans-papier collé en centre de rétention, c'est plus de chiffre sur leur petit bilan que de s'attaquer à la grosse criminalité, qui elle n'est pas rentable. J'aime pas les Brigades Anti-Criminalité qui se spécialisent dans le délit administratif pour faire carton plein toutes les semaines.

J'aime pas les contrôleurs de la CAF qui font des enquêtes de voisinage en ciblant les mères isolées, les plus pauvres des pauvres statistiquement, et qui ont pas honte de faire perdre trois cents balles par mois à une femme seule avec deux mômes qui galère dans un boulot payé au lance-pierres parce qu'elle a eu le malheur d'inviter dans son plume un amant de passage qui a oublié sa brosse à dents. J'aime pas les agents de Pôle-Emploi qui harcèlent les chômeurs en fin de droits, les chômeurs de cinquante-cinq ans, les chômeurs qui habitent à chailles de Pôle-Emploi et payent l'essence pour venir, j'aime pas les agents de Pôle-Emploi qui rayent pour un oui ou pour un

non, pour un retard, pour un oubli, et suspendent les indemnités quand une secrétaire a refusé un boulot d'aide à la personne.

Y'en a encore des palanquées que j'aime pas (je crois qu'en fait, je suis misanthrope) mais y'a plus la place.

LAURENCE BIBERFELD

*Coltan : métal stratégique, surtout utilisé dans la fabrication de condensateurs pour les équipements électroniques mais qui entre également dans la composition d'alliages de cobalt et de nickel dans l'aéronautique et particulièrement la fabrication des réacteurs. 80 % des réserves mondiales se trouvent au Congo (région du Kivu)...

La coquille

L'opinion internationale relativement indifférente au sort du peuple syrien s'est par contre violemment émue des menaces que les combattants de Daesh faisaient peser sur les ruines de Palmyre. Pleurer sur des pierres, certes magnifiques, tout en chassant à coup de matraque des êtres humains luttant pour leur survie est chose courante aujourd'hui!

IRONIE DE L'HISTOIRE, à Palmyre, Daesh a détruit la prison, nommée par les Syriens «l'usine à mort», tristement célèbre pour le massacre de centaines de détenus en 1980 au temps de Hafez al-Assad, père de l'actuel président Bachar al-Assad. Des prisonniers politiques y ont croupi et y ont été torturés pendant de longues années.

Moustafa Khalifé dans un récit romancé, *La Coquille, prisonnier politique en Syrie*, témoigne du calvaire qu'il a lui-même vécu pendant douze ans. L'auteur, né en Syrie en 1948, militant d'extrême gauche, est arrêté en 1982 pour ne sortir de prison que douze ans plus tard en 1994.

Le récit est à la première personne, le narrateur est le double de l'auteur. Arrêté à l'aéroport de Damas après un séjour en France, chrétien grec-catholique, il est accusé d'être membre des Frères musulmans. Il est enfermé et torturé dans la terrible prison du désert. Mis en quarantaine dans sa cellule parce que soupçonné d'être une taupe par ses codétenus, il est soumis à des supplices d'un sadisme inimaginable. Avec sobriété et retenue, l'auteur énumère ces supplices: la chaise allemande qui étire la colonne vertébrale, *shabeh* qui suspend durant des heures les corps des prisonniers, *doulab* où le détenu confiné dans un pneu reçoit des coups qui arrachent la chair de ses membres. Les geôliers de Tadmor déploient une inventivité sans limites pour humilier leurs proies, leur faisant ingurgiter leurs crachats et boire l'eau des égouts sous les coups de

fouets. L'arbitraire des punitions s'ajoute à la barbarie des geôliers pour anéantir la personnalité du détenu et provoquer la terreur dans la population. Le but est la déshumanisation des prisonniers, les méthodes sont celles des camps de concentration et de prisonniers, de la Kolyma à Guantanamo.

J'ouvre lentement les yeux, la puanteur m'étouffe. Une forêt de pieds et de jambes. Je suis étendu par terre au milieu de cet amoncellement de pieds. Leur odeur pestilentielle, l'odeur du sang, l'odeur des plaies purulentes... Un peu plus tard au moment de l'inspection et du «comptage», j'ai su que nous étions 86, d'un coup d'œil au plafond, j'ai estimé que la pièce ne faisait pas plus de 25 m².

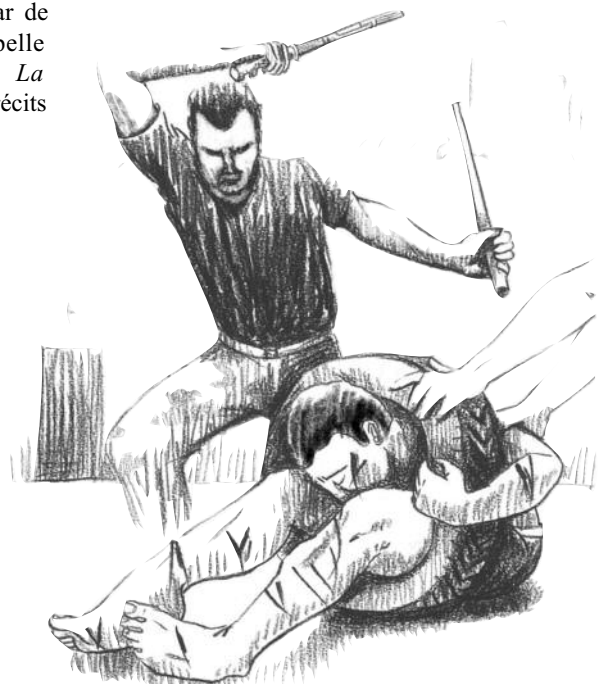
Le livre de Moustafa Khalifé vient d'être réédité. Il est d'abord paru en français en 2007, les maisons d'éditions du Proche-Orient ont longtemps hésité à le faire paraître en arabe avant qu'un éditeur à Beyrouth le fasse. Il est devenu une référence dans les milieux d'opposition, il existe aujourd'hui une page dédiée sur le Web, tenue par de jeunes Syriens, qui s'appelle «Celui qui n'a pas lu *La Coquille*». On y lit des récits comme celui-ci :

Il y a un mois les services secrets ont rendu à sa famille le cadavre d'un enfant arabe de 13 ans arrêté sous l'inculpation de terrorisme pour avoir essayé de violer les femmes de plusieurs soldats. Son corps était bardé de coups de fouet et de brûlures causées par des décharges électriques. Son sexe avait été tranché. Il avait été achevé par balles... D'habitude les soldats ne rendent pas les corps, mais c'était un message pour les Syriens: que ceux qui s'attaquent à Bachar al-Assad seront achevés.

Ce livre dénonce les pratiques d'un régime dictatorial qui, du père au fils, dure depuis plus de trente ans; pour son auteur, c'est «un petit cri de liberté dans la vallée du despotisme» et, pour nous, comme une obligation de changer notre regard sur les réfugiés syriens qui sont plus de trois millions.

Moustafa Khalifé, *La Coquille: prisonnier politique en Syrie*, Actes Sud, Babel, 2014.

SAGNA



Hommage aux amis d'une grande dame

ADMETTONS qu'à l'instar de Marie Didier vous soyez taraudés par la question suivante: «*Pourquoi, où et comment trouver la joie, la force de rester debout quand tout s'effondre?*» Vous dites oui? C'est tout à fait normal puisque depuis la parution du dernier *Creuse-citron*, vous n'avez pas le sentiment que les terres du Limousin se soient transformées subitement en une sorte de paradis terrestre en miniature.

Mais alors que faire pour éclairer d'un jour nouveau vos tourmenteuses réflexions? Le très lumineux livre qu'est *Ils ne l'ont jamais su* apportera une précieuse ration de vitamines et une énorme bouffée d'oxygène à votre boîte à neurones.

Si savoir bien irriguer son cerveau est une nécessité impérieuse, cette démarche ne vaudrait rien, ou pas grand-chose dès lors que notre cœur resterait en cale sèche.

C'est ce que montre, avec des mots forts autant que pudiques Marie Didier. Nous disons montre et non pas démontre car le gouvernail qu'elle tient d'une main ferme pour tenir le cap de son récit évite avec élégance de verser dans les eaux turbides dans lesquelles se complaisent les donneurs de leçons de tout poil.

Si Marie Didier a eu un parcours de vie extraordinaire, son dernier travail d'écri-

ture est un hommage direct à toutes les femmes et à tous les hommes qui, chacune et chacun à leur manière, l'ont aidée à se construire et, conjointement, à rester constamment fidèle à une somme de convictions toutes caractérisées par une grande exigence morale en même temps qu'elles se traduisaient en actes au service de causes politiques d'une grande justesse.

Sans rentrer dans le détail de ses multiples engagements au contact direct des dominés, des opprimés, des éternels stigmatisés, nous parlons ici des pauvres, des étrangers, des femmes, autrement dit souvent les mêmes, nous sommes proprement admiratifs devant le courage de l'auteure pour pratiquer clandestinement des IVG à l'époque où la loi interdisait l'avortement.

Mais il serait réducteur et injuste, de seulement mettre en exergue la période où Marie Didier mit, encore plus qu'à l'accoutumée, ses actes en accord avec sa conscience. En effet, depuis le temps lointain où, à la fois orpheline de père et atteinte de tuberculose, jusqu'à l'automne lumineux de sa vie, notre sans frontières dans le soin des corps, des cœurs et des esprits, ne cessa jamais de payer de sa personne pour rendre, ici moins dure et là plus belle, la vie des femmes et des hommes qui eurent la

chance de la rencontrer sur leur chemin.

L'élégance des sentiments n'a rien chez elle d'une posture ou d'un artifice d'écriture. En quatrième de couverture, il est dit: «*Mais ce récit, aussi et surtout, est un acte de reconnaissance. Il rend hommage à ceux qui anonymes, et sans l'avoir pour beaucoup d'entre eux jamais su, ont infléchi le cours de son existence.*» Là, dans cette façon de se nourrir du meilleur des autres, est probablement un des secrets de sa force et de sa résilience qui peut expliquer – pour partie – sa capacité à se renouveler sans cesse tout en restant elle-même.

Cette belle personne qu'est Marie Didier ne le saura probablement jamais, mais tout est réuni pour que nombre de lectrices et de lecteurs de *Creuse-citron* tombent complètement sous le charme de son livre.

En outre, au cas où vous sentiriez que «*beaucoup de leurs d'espoir*» que vous entretenez en vous sont sur le point de s'étioler, sachez que pour seulement 15,50 € votre feu intérieur se ranimera au fur et à mesure que vous l'alimenterez du bois dont est faite Marie Didier.

ANTOINE

Marie Didier, *Ils ne l'ont jamais su*, NRF Gallimard, 2015, 191 p.

À ciel ouvert

NOTRE SOCIÉTÉ veut «la traçabilité» parfaite des comportements et pour cela met l'individu sous contrôle permanent. Il reste peu de lieux où l'on respire.

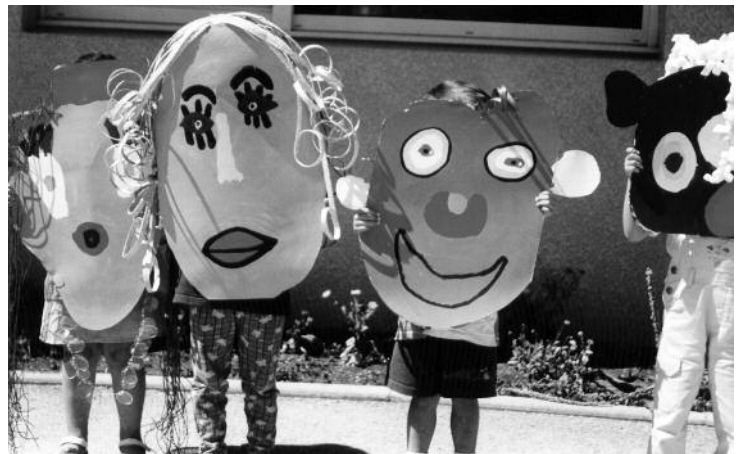
Mariana Otero a filmé l'un d'entre eux, Le Courtil, institut médico-pédagogique. Grande bouffée d'oxygène avec son film *À ciel ouvert*, extrait d'une phrase de Lacan: «L'inconscient à ciel ouvert».

Au Courtil, qui accueille des enfants psychiquement et socialement en difficulté, il ne s'agit pas de juger ou de classer mais de comprendre. Le travail des soignants consiste à aider l'enfant à trouver sa place dans le monde et à y vivre paisiblement. La grande idée est qu'il ne manque rien à personne, qu'on supprime hiérarchie et classement et qu'on avance «à ciel ouvert» et sans entraves morales ou intellectuelles.

Le film est un apprentissage de la différence: «*J'ai conçu ce film*, dit Mariana Otero, *comme une expérience qui est celle*

que j'ai moi-même vécue. Au départ, je ne comprenais rien à ce que je voyais, qu'il s'agisse des enfants ou des intervenants, puis petit à petit j'ai commencé à voir ce qui était invisible, à entendre ce que je n'entendais pas, pour que, de même face au film, le spectateur d'abord perdu comprenne peu à peu la logique de chaque enfant.»

Le Courtil est un lieu exceptionnel, «*spécifiquement dans le travail accompli vis-à-vis de la maladie mentale mais aussi plus généralement en tant qu'institution. C'est une institution organisée de façon étonnante. Avec 250 enfants et 150 intervenants, Le Courtil existe depuis trente ans et c'est toujours vivant: c'est-à-dire qu'il y a toujours du désir, de la joie dans le travail.*» (in *Politis*).



À Mariana Otero, qui demandait l'accord des responsables du Courtil, il est répondu: «*La caméra va déranger tout, tant mieux, ce dérangement va sûrement apporter quelque chose.*»

«*J'ai donc filmé seule sans ingénieur du son avec la caméra accrochée sur moi.*»

Cette confrontation avec la folie nous laisse étonnamment comme réconciliés pour un temps avec notre «meilleur des mondes».

SAGNA



Au fabuleux destin café-spectacle à la p'tite semaine rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson du jeudi au samedi de 18 à 22 heures, spectacle à 20 heures

Novembre

Mercredi 11 : *Je lutte donc je suis*, film de Yannis et Maud Youlountas, 2015, 80 mn (en présence des réalisateurs).

De Grèce et d'Espagne, un vent contre la résignation souffle sur l'Europe, une même devise, « *Je lutte donc je suis* », guide le courage de résister pour vivre debout, parce que rester assis, c'est se mettre à genoux. Un voyage palpitant en musique, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, en terre de lutte et d'utopie.

Vendredi 13 : *Sac à Malices*, scène ouverte.

Samedi 14 ; 10h-13h et 14h-17h30, atelier couture proposé par la ressourcerie Court-Circuit.

20h : Concert, Nicolas THui, musiques d'Afrique, soul, reggae, jazz...

Jeudi 19 : *Laboratorium*, concert de musique contemporaine par l'ensemble Jh[iatus]. Le Fabuleux destin accueille une des cinq séquences de *Laboratorium* de Vinko Globokar. D'autres rendez-vous sont prévus dans la ville et à la Scène Nationale d'Aubusson, du mercredi 18 au vendredi 20, pour les autres séquences.

Vendredi 20 : *Qui va piano va solo*, concert swing-jazz par Didier Frébœuf.

Samedi 21 : *Le Sortilège* de J.-P. Milo-Vanoff, théâtre par la Compagnie Les Imprévus. Avec : Julie Devès, François Gaboreau, Arnaud Jacquart, David Martinez. Mise en scène, Sandrine Guillou.

Jeudi 26 : Réunion mensuelle des bénévoles du Fabuleux Destin.

Vendredi 27 : *Une histoire de sable et de vent...*, *La femme-serpent*. Conte : Katell Coquillon. Musique : Colin Faivre.

Samedi 28 : 19h : Vernissage de l'exposition Photos / Graphies de Jean-Claude Somny.

20h : *Banjo !* concert par Colin Faivre.

Décembre

Jeudi 3 : Soirée Amnesty international, *10 jours pour signer 2015*. Chaque année, dans le monde entier, à l'occasion des « 10 jours pour signer », Amnesty International France lance une campagne pour défendre les droits bafoués de personnes et de groupes en danger : des situations prioritaires pour lesquelles la mobilisation du plus grand nombre est indispensable. Durant cette soirée, le groupe Creuse d'Amnesty, afin d'inviter le public à agir, présentera les cas de 12 personnes dont les droits sont violés, et plus généralement, les actions d'Amnesty International.

Vendredi 4 : Ciné-concert, *Metropolis*, film de Fritz Lang, 1927, 145 mn, Musique Nadia Léna Blue.

Samedi 5 : *Voix nue, chansons crues*, Claudine Loudière chanson.

Jeudi 10 : *La Gueule de l'emploi*, film de Didier Gros, 2011, 84 mn. Un recrutement sur deux journées par un cabinet spécialisé. Des candidats humiliés, dressés les uns contre les autres. Ceci au nom du fait, pour les candidats, qu'il faut trouver un emploi à tout prix, et pour les recruteur, que « ce sera encore plus dur dans le monde du travail ».

Vendredi 11 : Club de Jazz, scène ouverte. Avec Jean-François Prin et la classe de Jazz du conservatoire départemental, nous invitons, une fois par trimestre, tous les musiciens et spectateurs amateurs de jazz à venir jouer ou écouter.

Samedi 12 : *Le jeu du oui*, concert. Avec Alain Brühl (saxophone) et Andras Vigh (vielle à roue).

Jeudi 17 : Réunion mensuelle des bénévoles du Fabuleux Destin.

Vendredi 18 : *Chœur de chauffe, chants de Noël*. Avec : Catharina (soprano), Olivia (mezzo), Marion (alto), Anne-Laure (alto), Jean-Christophe (ténor), Jean-Baptiste (basse), Nicolas (ténor et direction musicale).

Samedi 19 : *Malstrom (et Gaston Couté !)*, concert avec Bertrand Duris (chant) et Séverin Valière (guitare).

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande Rue
Au fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4 rue Vaveix
Bonnat (Malval) : *Aux grenouilles*
Bourganeuf : *Maison de la presse*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Bussière-Dunoise : *Bar-coiffeur Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : *Bar Aux deux pianos*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute
Colondannes : *Auberge du prieuré*
Dun le Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
Ressourcerie *Le Monde allant vers*
Café des enfants

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
Ressourcerie *Court-circuit*

Gargilès-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*

Guéret : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché

Coop des champs, rue de Lavilatte

Bar de la poste, rue Martinet

Librairie *Les Belles images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Solecobois, 14, av. Fayolle

La-Jonchère-St-Maurice : *Le Radeau actif*

La Souterraine : *Le Panier du coin*

Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
Undersounds, 6, rue de Gorre

Espace *El Doggo*, 22, rue de la Loi

Montluçon : Librairie *Le Talon d'Achille*,
8, pl. Notre-Dame

Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*

Sardent : Bar *Chez Josiane* ; Épicerie *Vival*

Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante
Le Temps des cerises

et sur <http://creuse-citron.revulublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 13



Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS (www.scribus.net)
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.